



Isle Vern Salembre
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

**Contexte des finances locales et comparaisons de la CCIVS et de ses
16 communes membres aux autres collectivités de Dordogne**

Analyse financière des Comptes administratifs 2019

Fiscalité 2019

Données DGF 2020

Samedi 3 octobre 2020

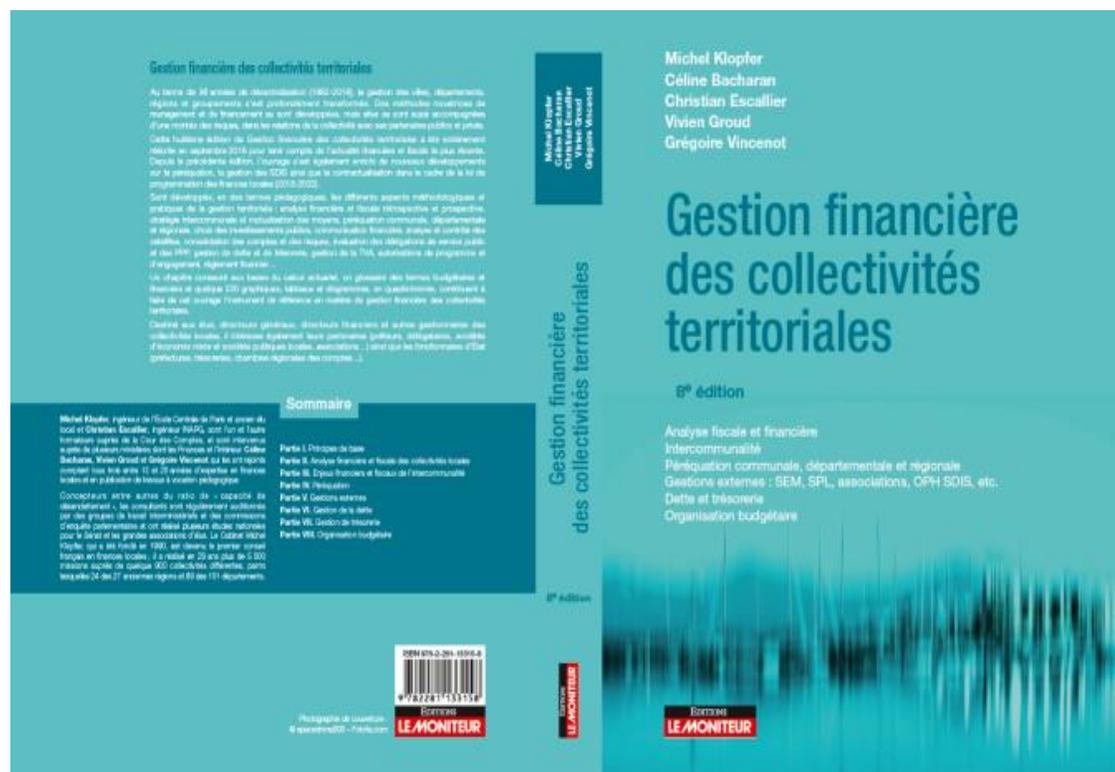
Présentation du Cabinet Michel Klopfer

Le présent document a été réalisé par le Cabinet Michel Klopfer, conseil indépendant dont le capital appartient à 100% à ses consultants et salariés.

Spécialisé en gestion financière des collectivités locales, le cabinet a réalisé quelque 6.000 missions auprès de plus de 1000 collectivités parmi lesquelles :

- 35 des 42 villes de plus de 100.000 habitants
- 89 des 102 départements
- 24 des 27 anciennes régions
- 21 métropoles et communautés urbaines
- 125 communautés d'agglomération
- 150 communautés de communes

Ses consultants sont également intervenants auprès du Sénat, du Ministère des Finances, du Ministère de l'Intérieur, et de la Cour des Comptes. Ils sont auteurs de "Gestion financière des collectivités locales" 8^{ème} édition novembre 2018 aux Editions du Moniteur ainsi que d'articles dans différentes publications dont "Les Notes Bleues de Bercy" et "Gestion et finances publiques »





Isle Vern Salembre
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Partie 1 : Préambule

Contexte des finances publiques et introduction à l'analyse financière locale



PREAMBULE : 38 ANS DE DECENTRALISATION (1982-2020)

1982 : Loi de décentralisation : liberté budgétaire et fin du contrôle a priori

1983-85 : Importants transferts de compétences (social, voirie, lycées et collèges,...)

1986 : Ouverture du marché financier aux collectivités locales

1990 : Première notation AAA d'une région et d'un département

1991: Emergence du risque de surendettement, mise sous tutelle par les banques des communes fragiles et naissance de l'analyse financière locale

1992-93 : Resserrement des contrôles de l'Etat : obligation de communiquer les comptes, comptabilité des engagements, annexe consolidée, loi Sapin...

1992-96 : Coup de barre sur les budgets locaux : fortes hausses fiscales, ponction sur les investissements...et redressement de la solvabilité des collectivités

1997 : Comptabilité M14: rattachement à l'exercice, amortissements et provisions...

1999 : Loi intercommunale organisant l'interdépendance financière entre communes et EPCI

1999-2003 Forte réduction des leviers fiscaux (disparition de la TH et des DMTO des régions, de la vignette des départements, suppression de la part salaires de la TP...)

2003 : Réforme constitutionnelle garantissant le caractère « déterminant » des ressources propres des collectivités locales

2004 : Acte II de la décentralisation, nouveaux transferts vers les départements et les régions

2007 : Plafonnement strict de la Taxe professionnelle à la valeur ajoutée

2008 : Le contrat de stabilité remplace « le contrat de croissance et de solidarité »

2010 : Suppression de la taxe professionnelle

2014-2017 : Baisse des dotations d'Etat de 11.5 Md€

2015 Loi NOTR : refonte intercommunale et transferts départements => régions

2018-2020 : Contractualisation sur une baisse des dépenses et de la dette locale

2018-2023 Suppression totale de la taxe d'habitation sur les résidences principales

2020-202X Le choc économique et social induit par la crise sanitaire

PREAMBULE : DIFFERENCE ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES LOCALES

BUDGET DE L'ETAT :

En déficit au premier euro d'emprunt, c'est à dire dès que les recettes définitives ne couvrent pas les dépenses. Le dernier excédent du Trésor remonte à 1973.

BUDGETS LOCAUX :

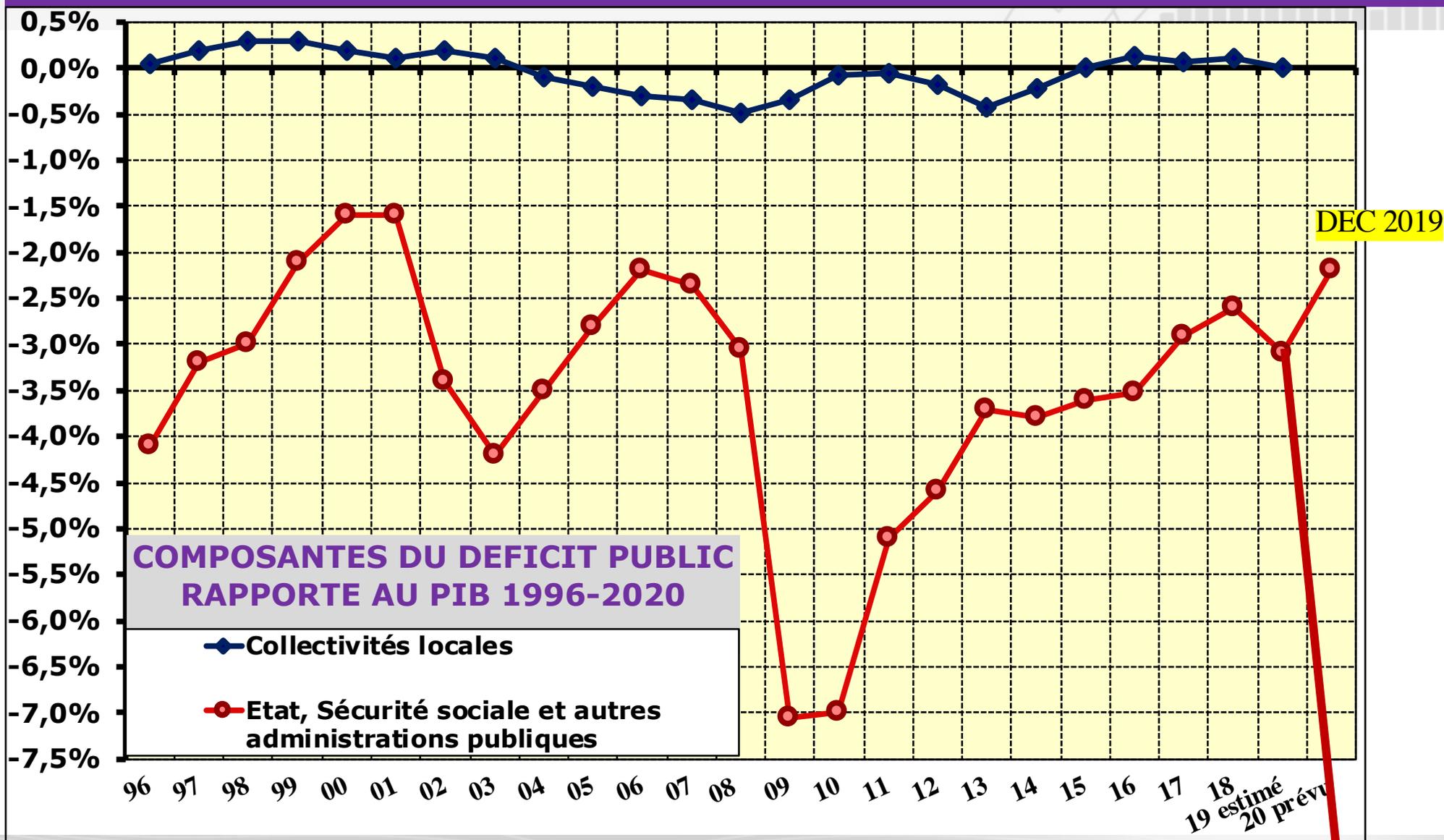
Equilibrés par l'emprunt. Il suffit de faire entrer un contrat de dette au 31 décembre, voire même de le reporter (en le justifiant) pour que le compte administratif soit voté en équilibre)

➤ **Les cas de déséquilibre d'un budget local :**

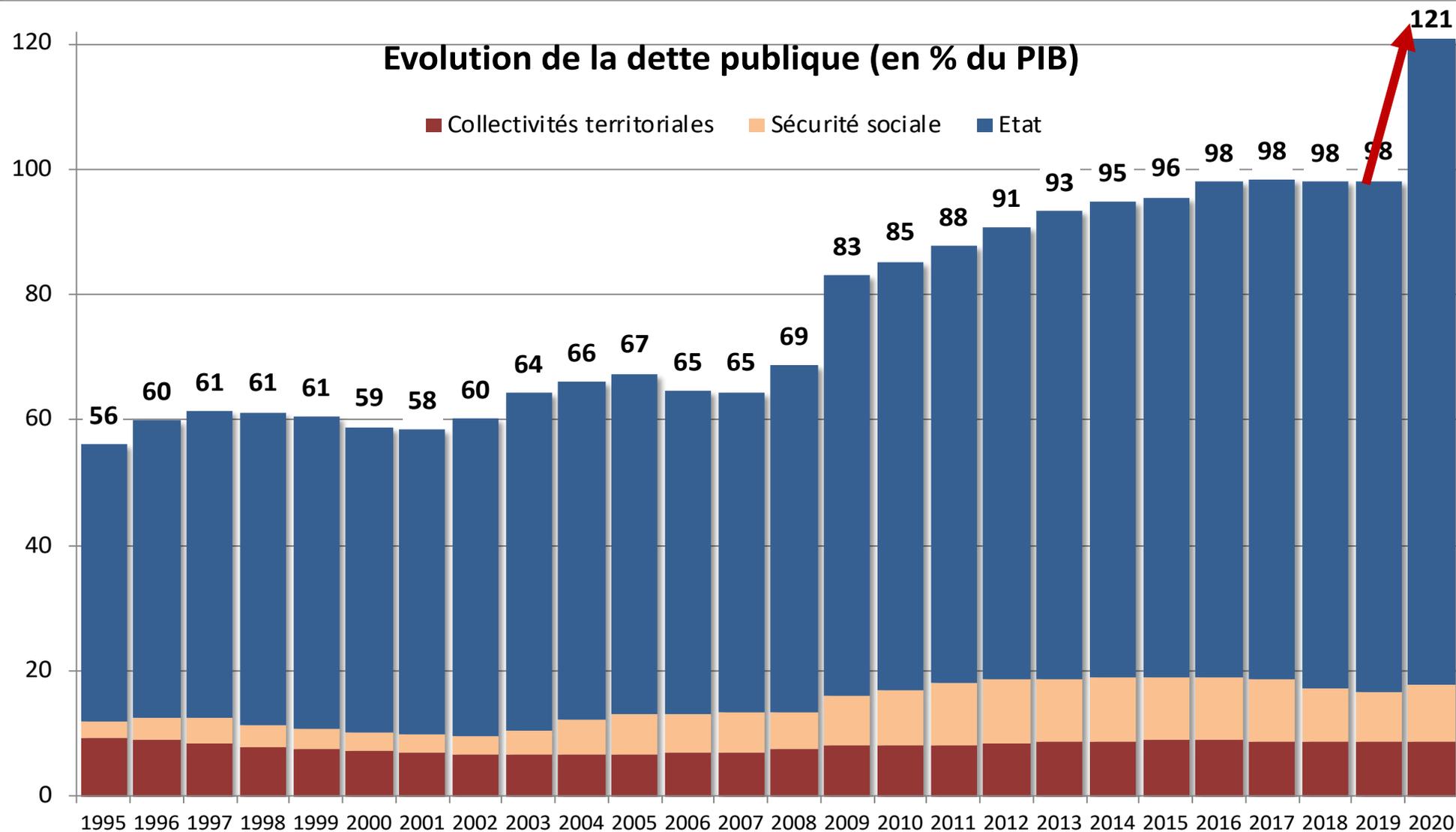
- 1) Les recettes de fonctionnement ne couvrent plus les dotations aux amortissements des immobilisations renouvelables et des subventions d'équipement.
- 2) Les recettes définitives de la section d'investissement ne couvrent plus l'amortissement en capital des emprunts

CES REGLES NE S'APPLIQUENT PAS A L'ETAT QUI FINANCE SES DEPENSES COURANTES PAR L'EMPRUNT

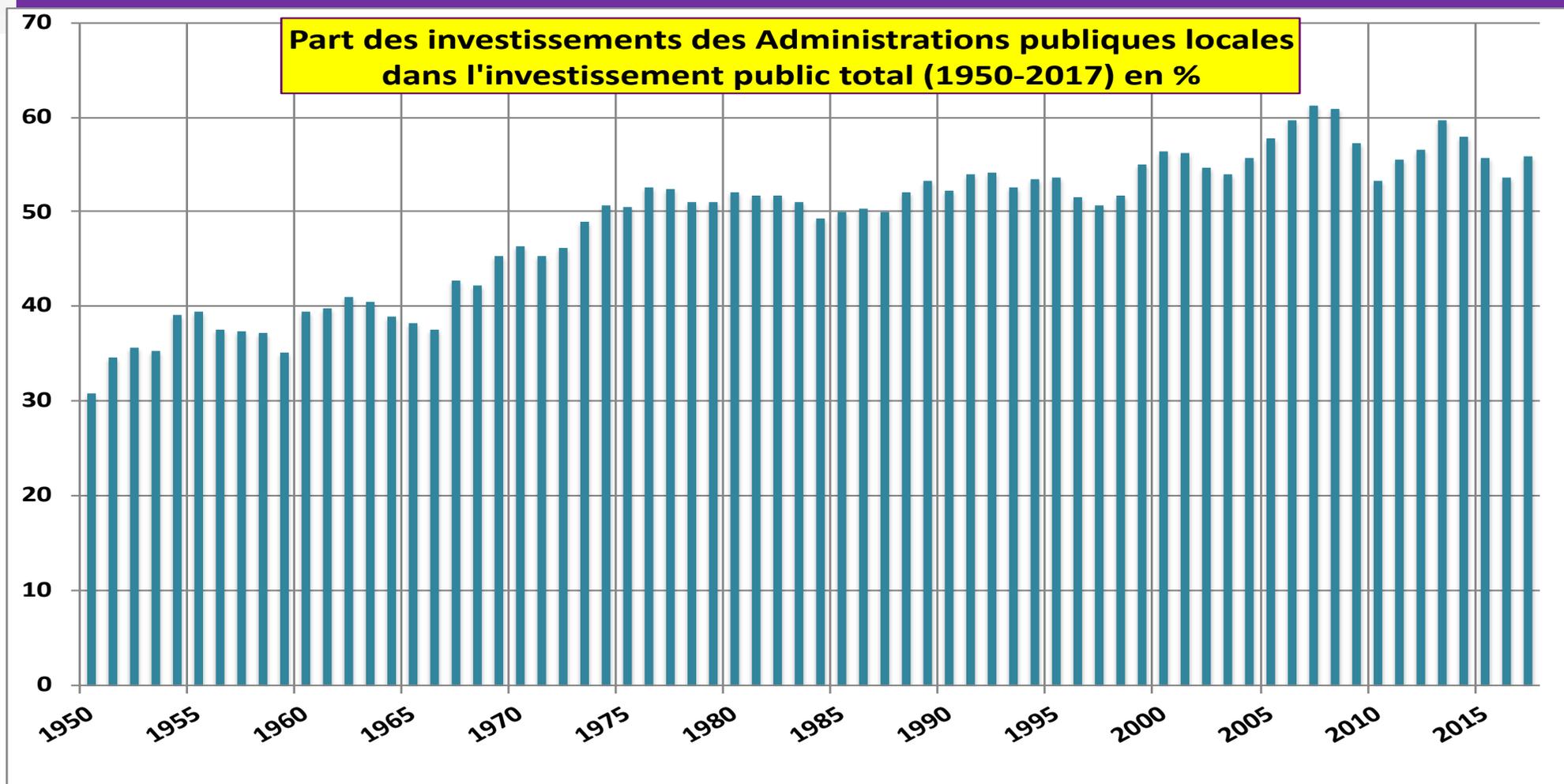
PREAMBULE : DIFFERENCE ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES LOCALES



PREAMBULE : DIFFERENCE ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES LOCALES



PREAMBULE : DIFFERENCE ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES LOCALES



Le chiffre souvent cité (à tort) de 70% au lieu de 56% sur le graphique en 2017 ne prend pas en compte les investissements militaires de l'Etat



PREAMBULE : METHODOLOGIE D'ANALYSE FINANCIERE

ANALYSE MENEES SUR LES COMPTES ADMINISTRATIFS ET JAMAIS SUR LES BUDGETS PRIMITIFS

Indicateurs de l'analyse financière :

Le taux d'épargne brute : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement (ratio exprimé en %)

Part de ses recettes courantes qu'une collectivité est en mesure d'épargner chaque année sur son cycle de fonctionnement

Indicateur implicite de la capacité de la collectivité à voter son budget en équilibre

Seuil minimal (empirique) : 7%

Zone de première vigilance : 10%

La capacité de désendettement : dette / épargne brute (ratio exprimé en années)

Principal indicateur de solvabilité

Seuil maximal indiqué en loi de programmation

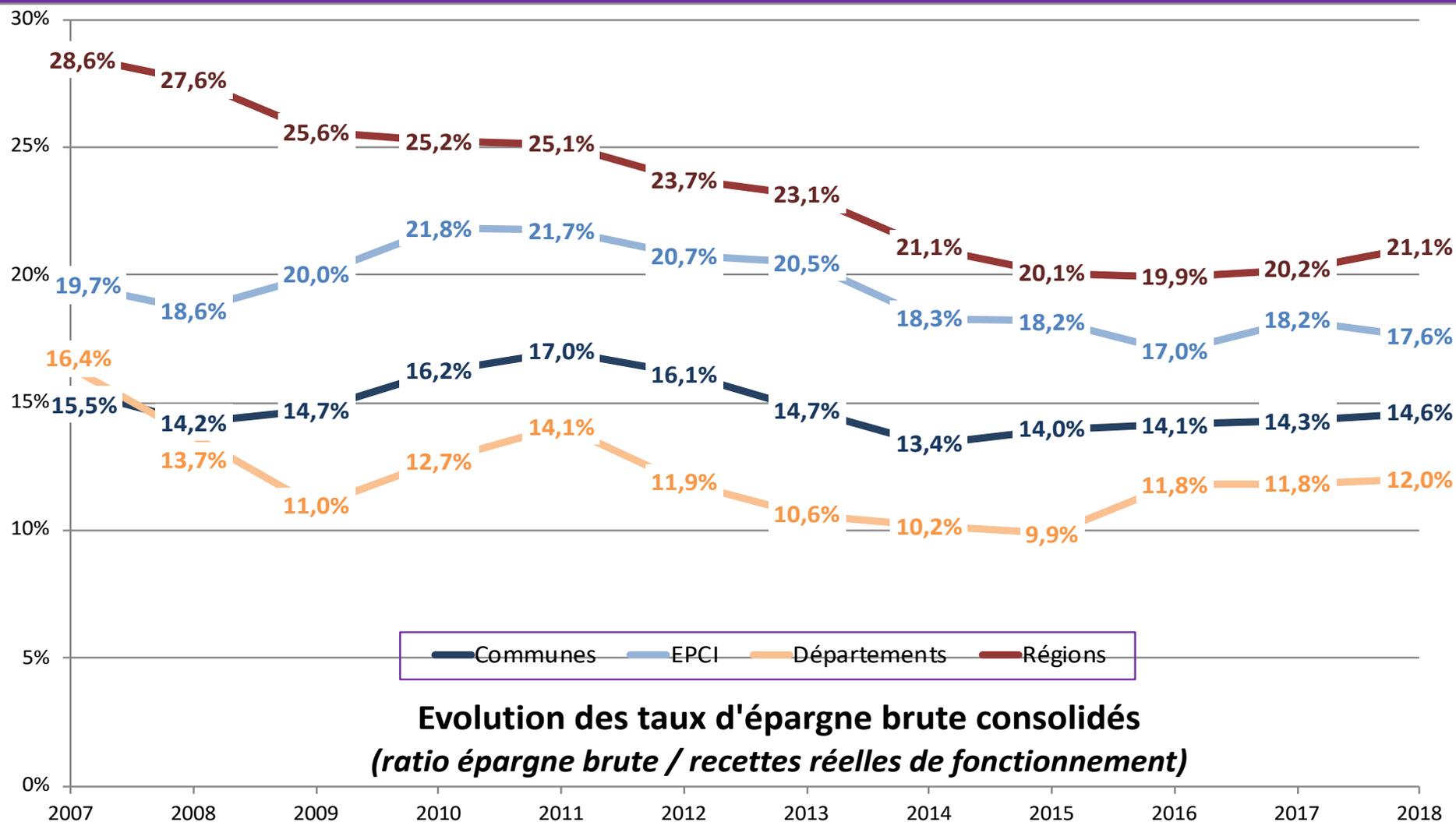
2018-2022 : **12 ans pour le bloc communal.**

*Le **taux d'endettement** est parfois utilisé en complément, il rapporte l'encours de la dette aux recettes réelles de fonctionnement.*

Seuil d'alerte : + 120%

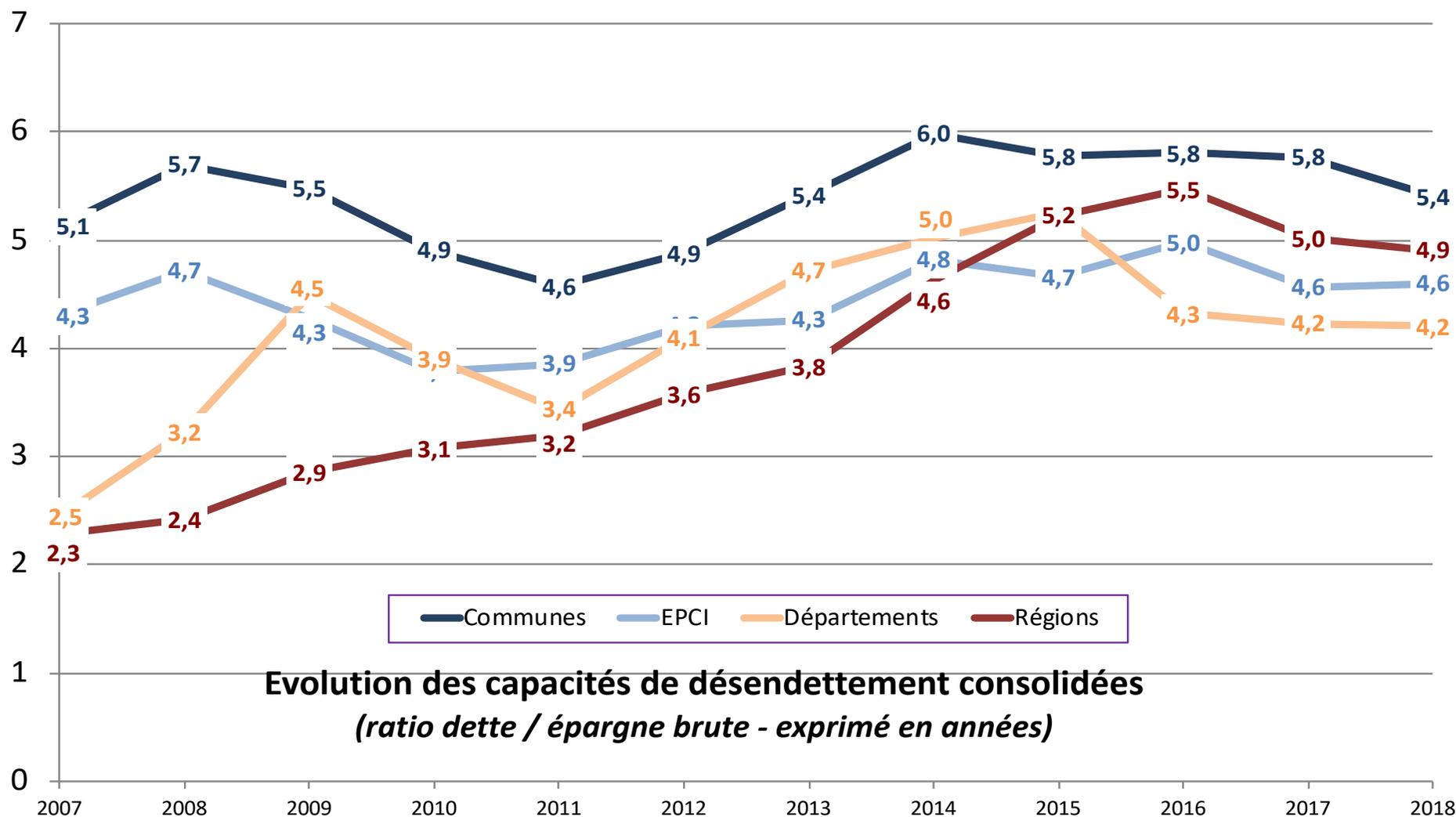
Compte administratif		
	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	Dépenses de gestion	Recettes de gestion
	Frais financiers	
	EPARGNE BRUTE	
INVESTISSEMENT	Capital dette	EPARGNE BRUTE
	Dépenses d'équipement	Recettes définitives
		Emprunts

PREAMBULE : COMPARAISONS NATIONALES D'ANALYSE FINANCIERE

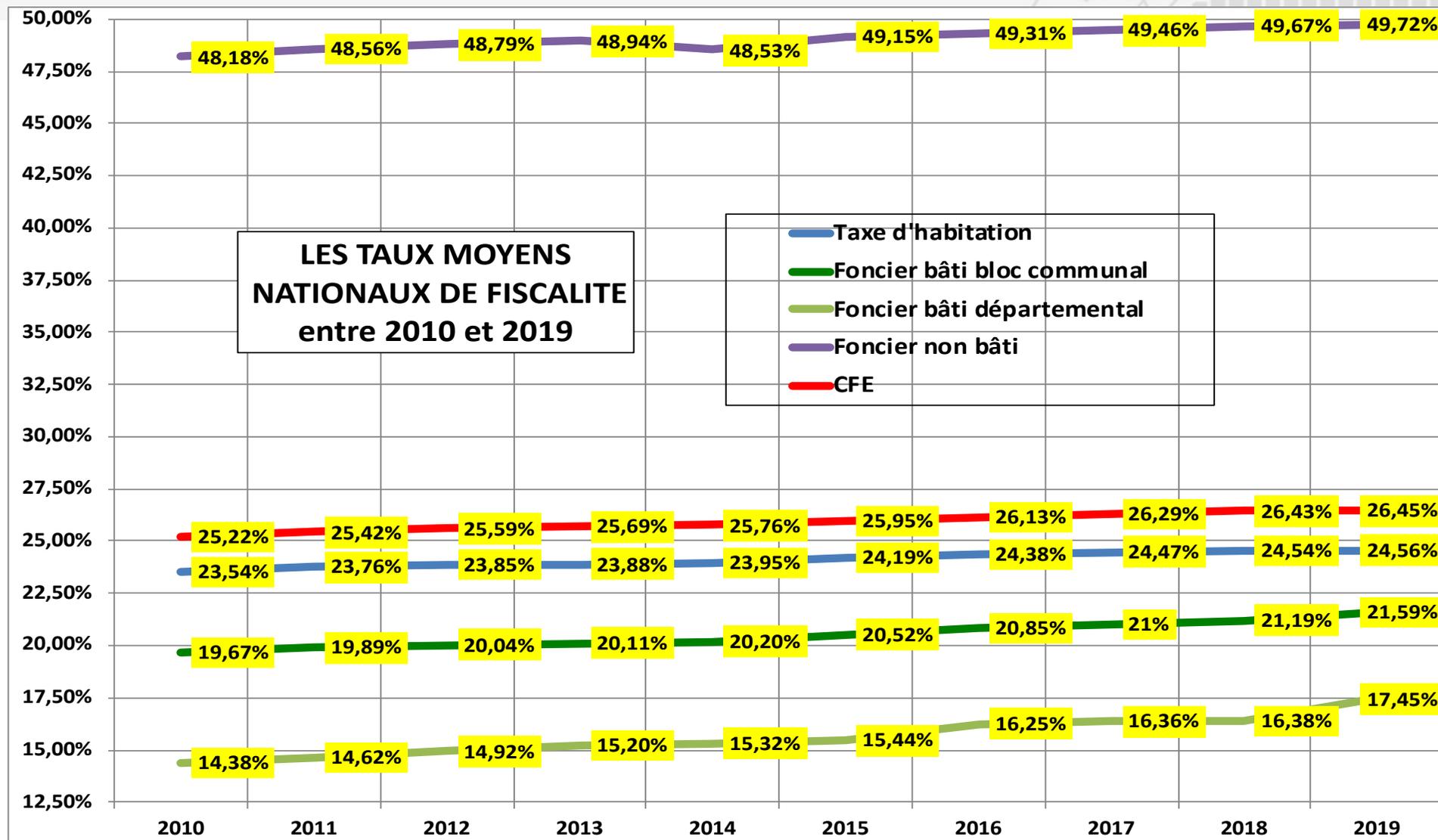


Evolution des taux d'épargne brute consolidés
(ratio épargne brute / recettes réelles de fonctionnement)

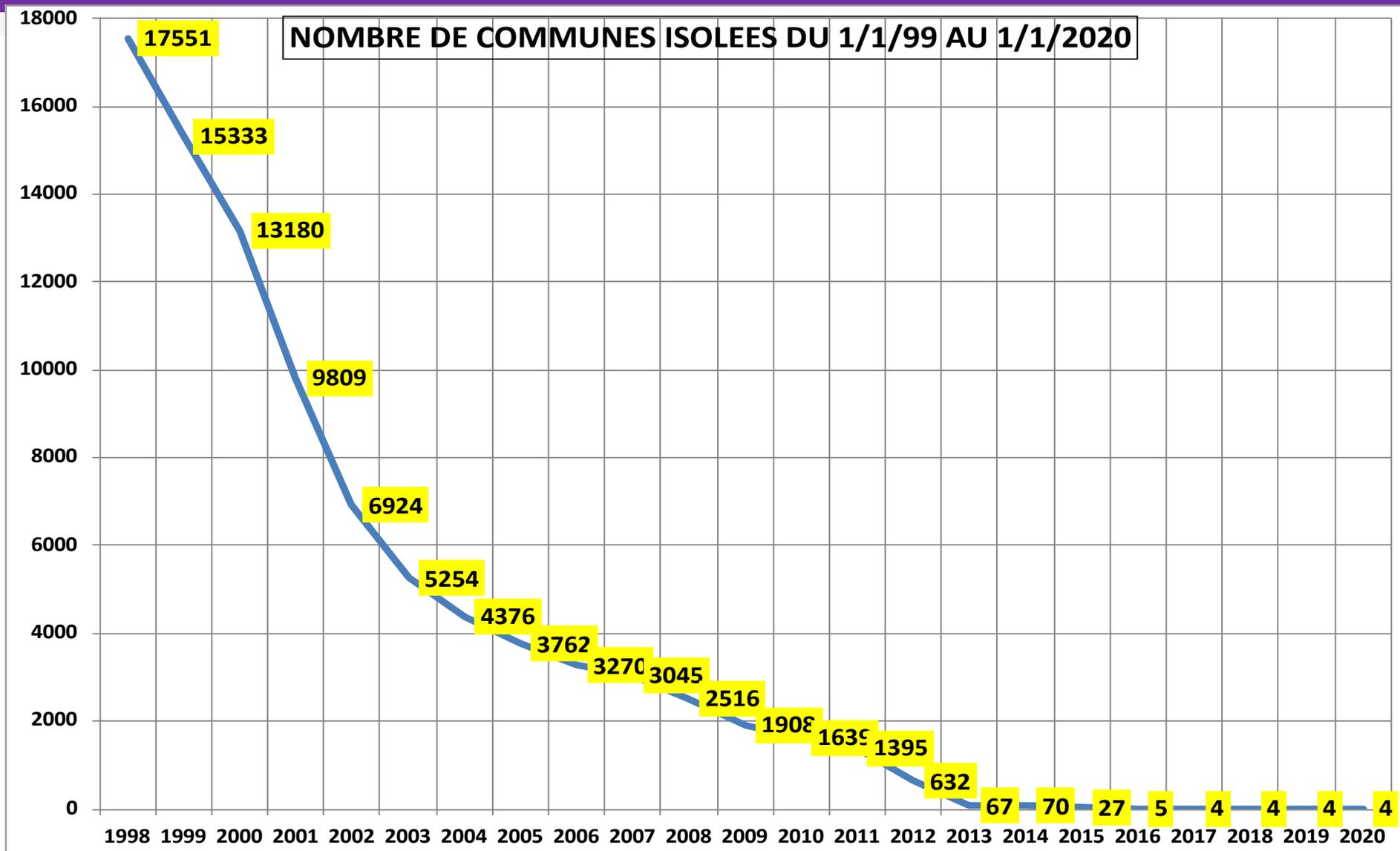
PREAMBULE : COMPARAISONS NATIONALES D'ANALYSE FINANCIERE



PREAMBULE : COMPARAISONS NATIONALES D'ANALYSE FINANCIERE



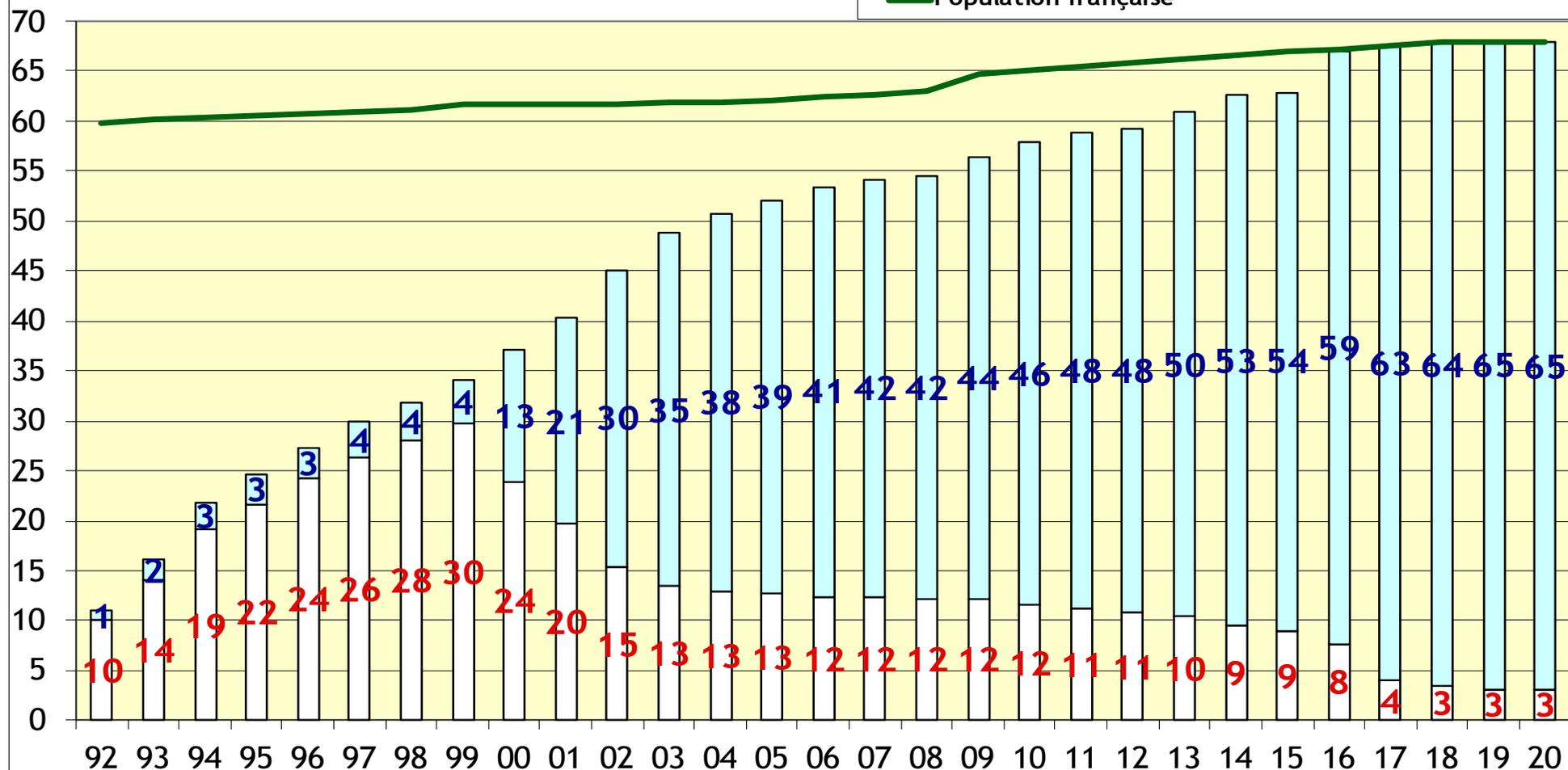
PREAMBULE : DONNEES SUR L'INTERCOMMUNALITE



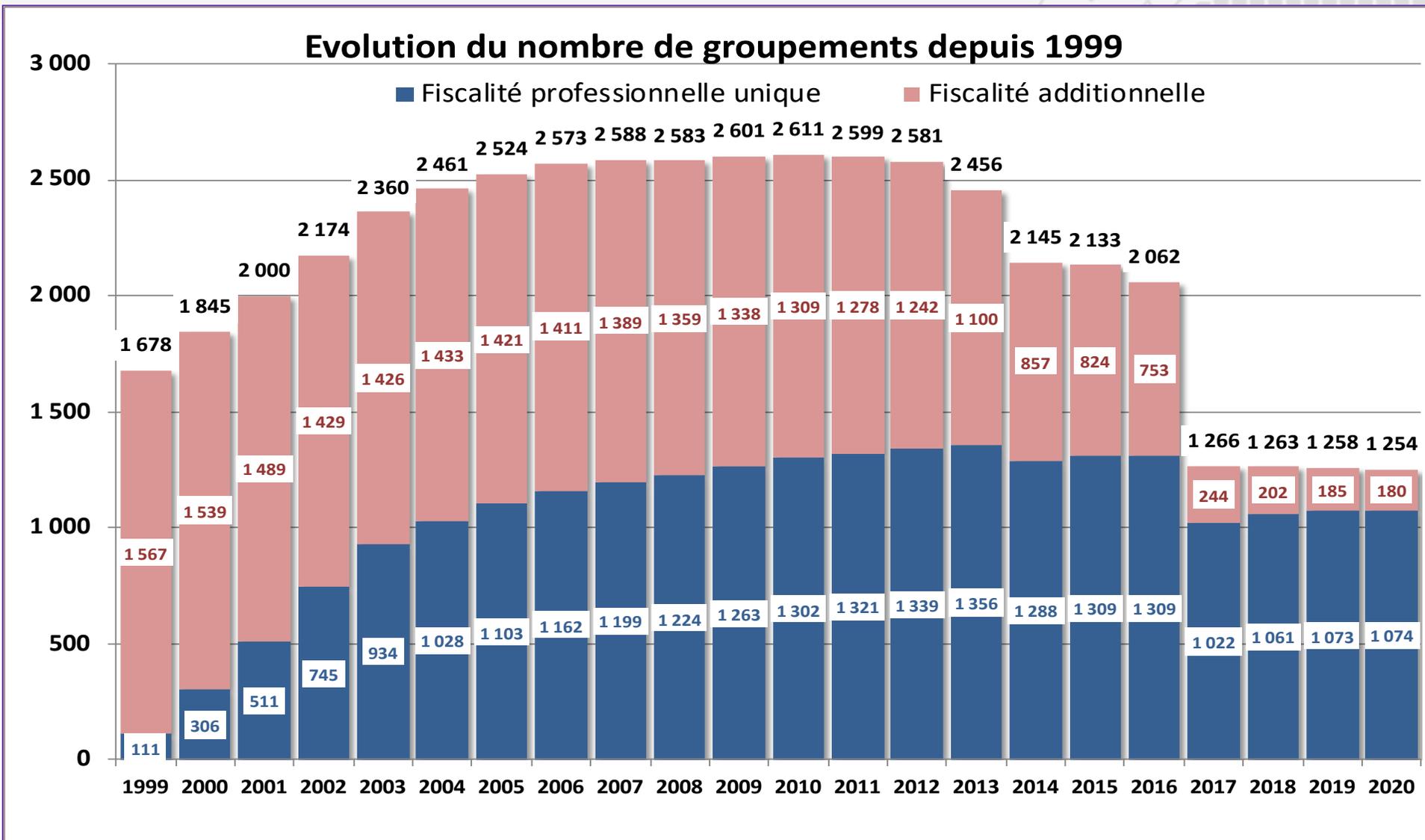
PREAMBULE : DONNEES SUR L'INTERCOMMUNALITE

**POPULATION INTERCOMMUNALISEE (Millions)
au 1er janvier de 1992 à 2020**

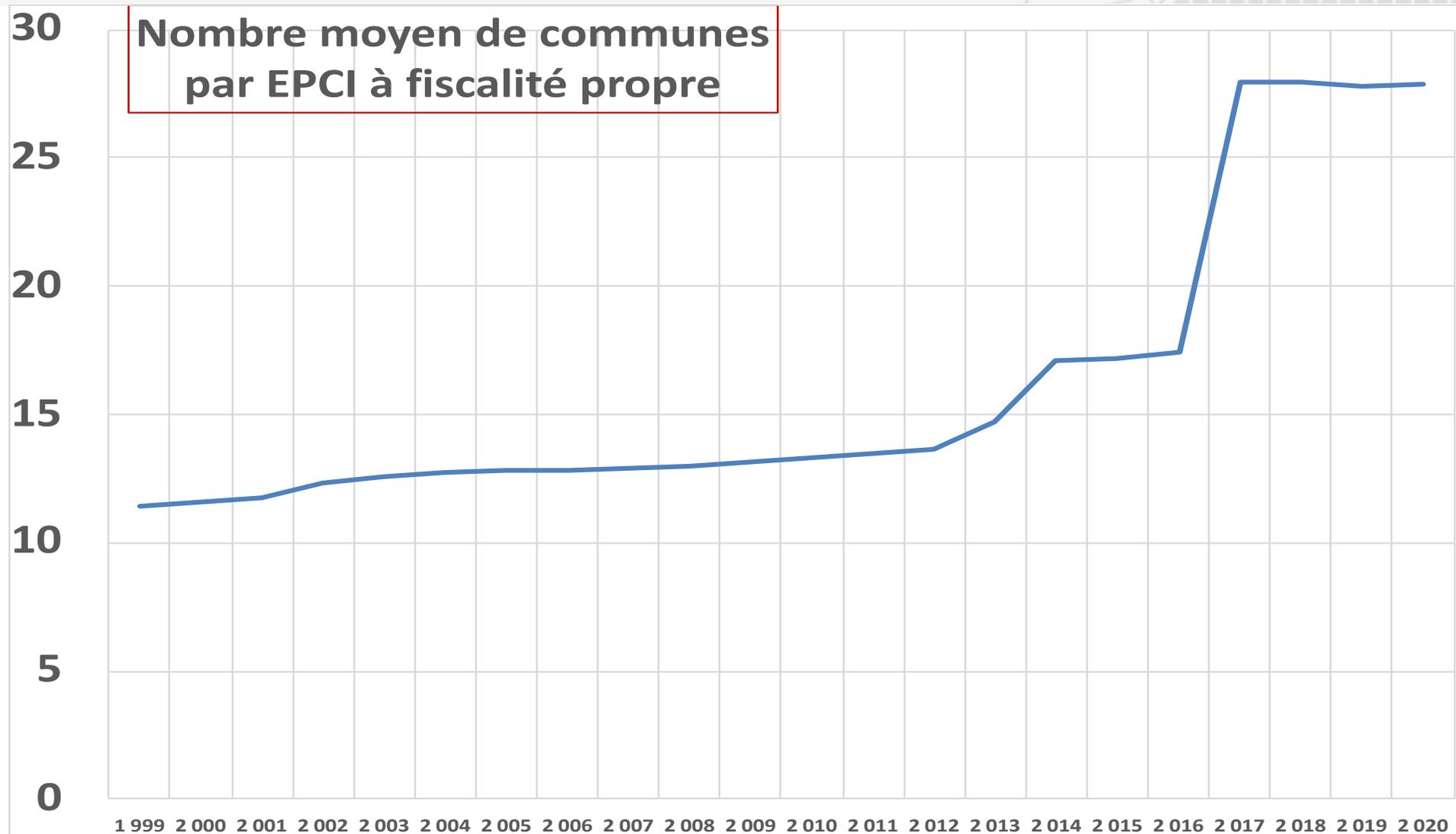
- █ Intercommunalité à fiscalité professionnelle unique
- █ intercommunalité à fiscalité additionnelle
- Population française



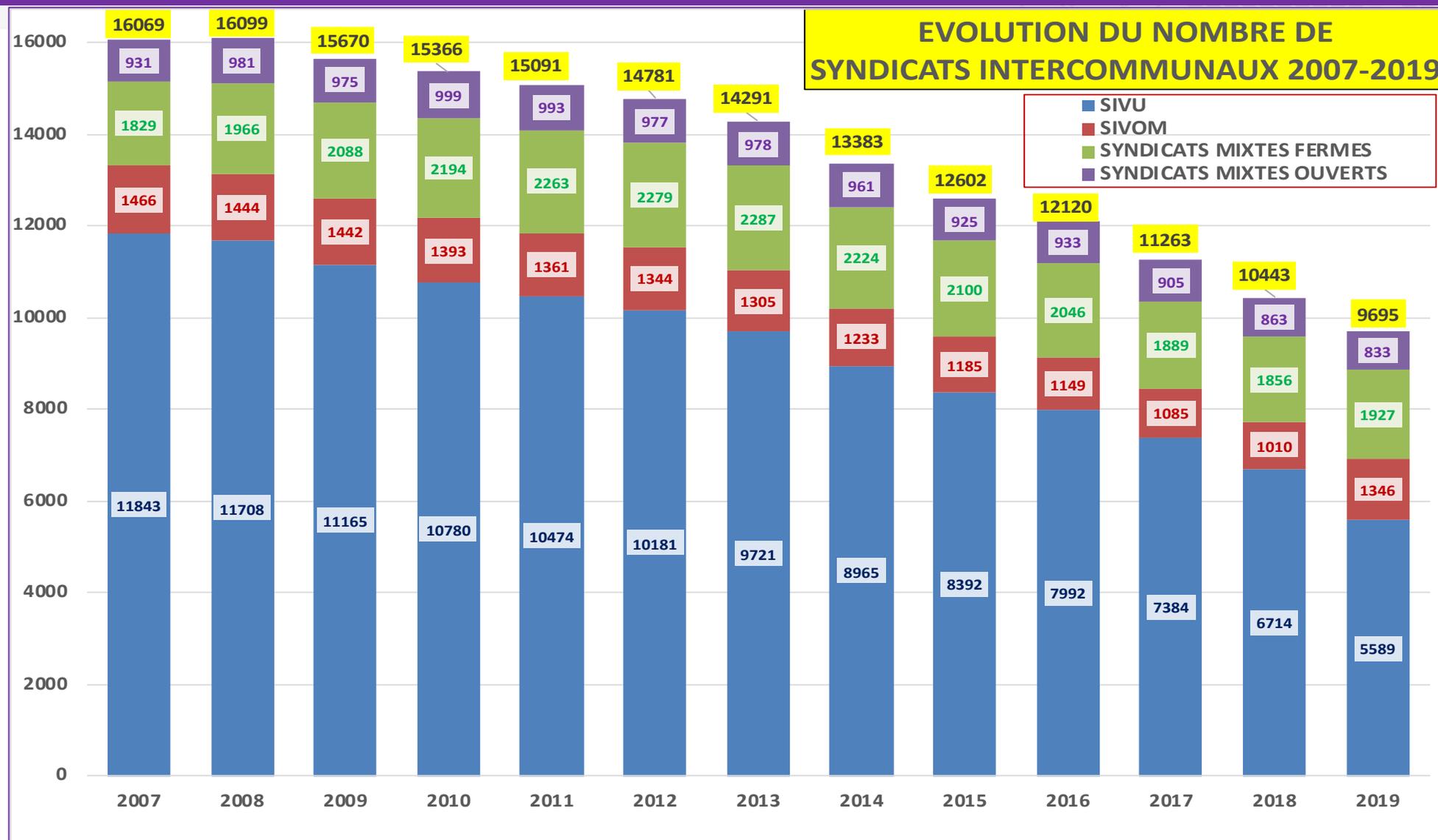
PREAMBULE : DONNEES SUR L'INTERCOMMUNALITE



PREAMBULE : DONNEES SUR L'INTERCOMMUNALITE

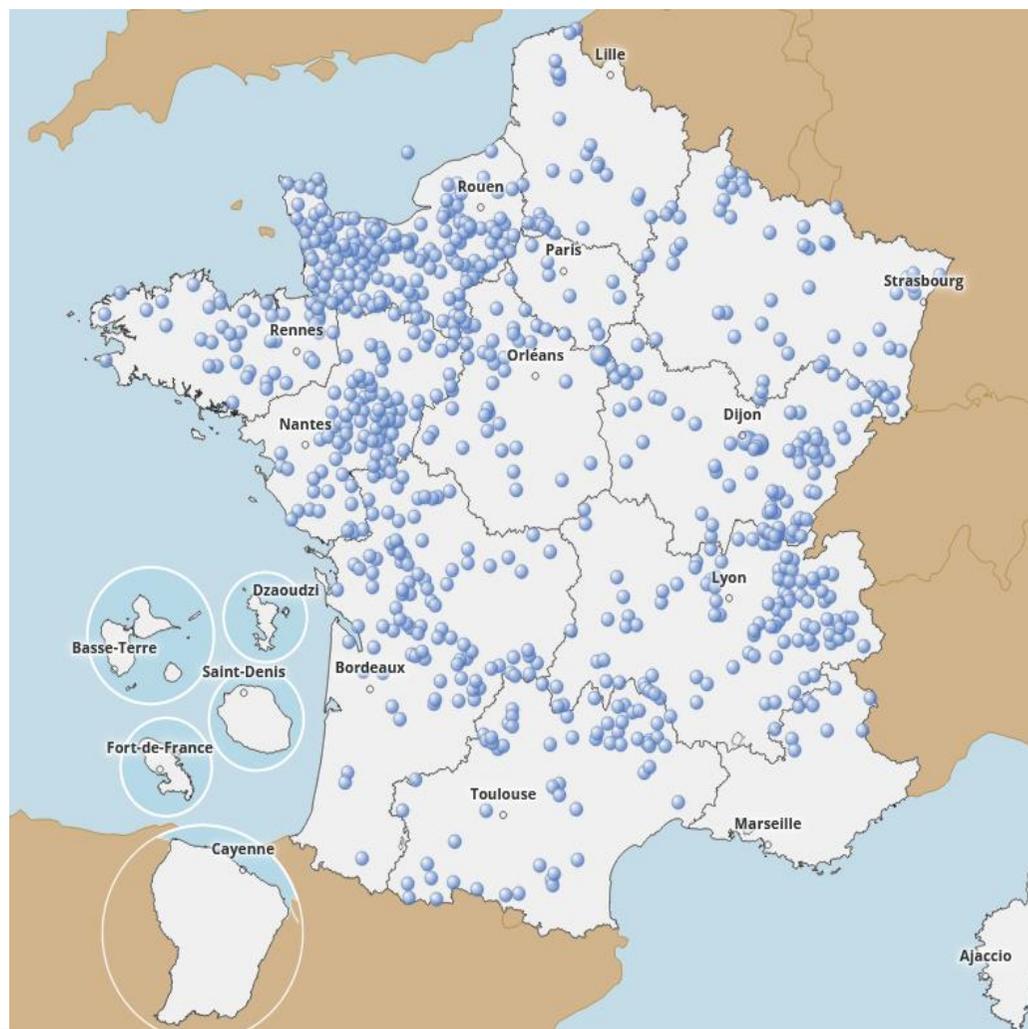


PREAMBULE : DONNEES SUR L'INTERCOMMUNALITE



PREAMBULE : LES COMMUNES NOUVELLES

Cartographie des communes nouvelles créées entre 2013 et 2020²





Isle Vern Salembre
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Partie 2

Données démographiques



L'INTERCOMMUNALITE EN DORDOGNE

	Superficie	Pop DGF	Nb communes	<500	500 à 2000	2000 à 5000	5000 à 10000	> 10000
CC DU PAYS DE SAINT AULAYE	243	7385	6	2	3	1		
CC PORTE SUD PERIGORD	279	9522	25	21	3	1		
CC DE DOMME-VILLEFRANCHE DU PÉRIGORD	377	11272	23	16	7			
CC VALLÉE DE LA DORDOGNE ET FORÊT BESSÈDE	250	11304	20	14	6			
CC DU PAYS DE FÉNELON	321	11965	19	10	9			
CC ISLE DOUBLE LANDAIS	236	12582	9	3	5		1	
CC DRONNE ET BELLE	504	12875	16	9	5	2		
CC MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON	261	12984	18	8	10			
CC ISLE CREMPSE EN PERIGORD	429	15499	25	17	7	1		
CC ISLE-LOUE-AUVEZERE EN PERIGORD	534	16034	28	15	13			
CC PERIGORD-LIMOUSIN	500	16147	22	12	9	1		
CC DU PERIGORD NONTRONNAIS	560	17888	28	15	12	1		
CC SARLAT PERIGORD NOIR	228	18803	13	3	9			1
CC DE LA VALLÉE DE L'HOMME	528	19290	26	15	9	2		
ISLE VERN SALEMBRE EN PERIGORD	285	20236	16	5	8	2	1	
CC DES BASTIDES DORDOGNE-PÉRIGORD	666	22032	47	35	9	3		
CC DU PERIGORD RIBERACOIS	684	22842	44	28	15	1		
CC TERRASSONNAIS EN PERIGORD NOIR THENON HAUTEFORT	569	25295	37	20	16		1	
CA BERGERACOISE	587	64185	38	13	21	3		1
CA LE GRAND PERIGUEUX	993	109826	43	15	16	8	2	2

EVOLUTION DE LA POPULATION DGF SUR LES QUATRE DERNIERES ANNEES

	2017	2018	2018/2017	2019	2019/2018	2020	2020/2019
CC DU PAYS DE SAINT AULAYE	7 403	7 379	-0,32%	7 387	0,11%	7 385	-0,03%
CC PORTE SUD PERIGORD	9 785	9 828	0,44%	9 497	-3,37%	9 522	0,26%
CC DE DOMME-VILLEFRANCHE DU P	11 376	11 382	0,05%	11 331	-0,45%	11 272	-0,52%
CC VALLÉE DORDOGNEFORÊT BESSÈDE	11 240	11 318	0,69%	11 376	0,51%	11 304	-0,63%
CC DU PAYS DE FÉNELON	11 856	11 884	0,24%	11 965	0,68%	11 965	0,00%
CC ISLE DOUBLE LANDAIS	12 536	12 523	-0,10%	12 565	0,34%	12 582	0,14%
CC DRONNE ET BELLE	13 121	13 025	-0,73%	12 961	-0,49%	12 875	-0,66%
CC MONTAIGNE MONTRAVEL GURSON	12 894	12 999	0,81%	13 038	0,30%	12 984	-0,41%
CC ISLE CREMPSE EN PERIGORD	15 550	15 521	-0,19%	15 514	-0,05%	15 499	-0,10%
CC ISLE-LOUE-AUVEZERE EN PERIGORD	16 164	16 108	-0,35%	16 087	-0,13%	16 034	-0,33%
CC PERIGORD-LIMOUSIN	16 417	16 289	-0,78%	16 280	-0,06%	16 147	-0,82%
CC DU PERIGORD NONTRONNAIS	18 320	18 207	-0,62%	18 092	-0,63%	17 888	-1,13%
CC SARLAT PERIGORD NOIR	18 867	18 769	-0,52%	18 641	-0,68%	18 803	0,87%
CC DE LA VALLÉE DE L'HOMME	19 183	19 151	-0,17%	19 403	1,32%	19 290	-0,58%
ISLE VERN SALEMBRE EN PERIGORD	20 384	20 342	-0,21%	20 396	0,27%	20 236	-0,78%
CC DES BASTIDES DORDOGNE-PÉRIGORD	22 217	22 154	-0,28%	22 024	-0,59%	22 032	0,04%
CC PAYS RIBERACOIS	23 154	22 992	-0,70%	22 974	-0,08%	22 842	-0,57%
CC TERRASSONNAIS THENON HAUTEFORT	25 868	25 780	-0,34%	25 375	-1,57%	25 295	-0,32%
CA BERGERACOISE	64 690	64 455	-0,36%	64 770	0,49%	64 185	-0,90%
CA LE GRAND PERIGUEUX	109 995	110 113	0,11%	110 199	0,08%	109 826	-0,34%
TOTAL 20 COMMUNAUTES	461 020	460 219	-0,17%	459 875	-0,07%	457 966	-0,42%
<i>Commune de Port Ste Foy</i>	2 664	2 661	-0,11%	2 655	-0,23%	2 642	-0,49%
<i>Commune de St Michel de Montaigne</i>	379	381	0,53%	377	-1,05%	368	-2,39%
TOTAL DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE	464 063	463 261	-0,17%	462 907	-0,08%	460 976	-0,42%



Isle Vern Salembre
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

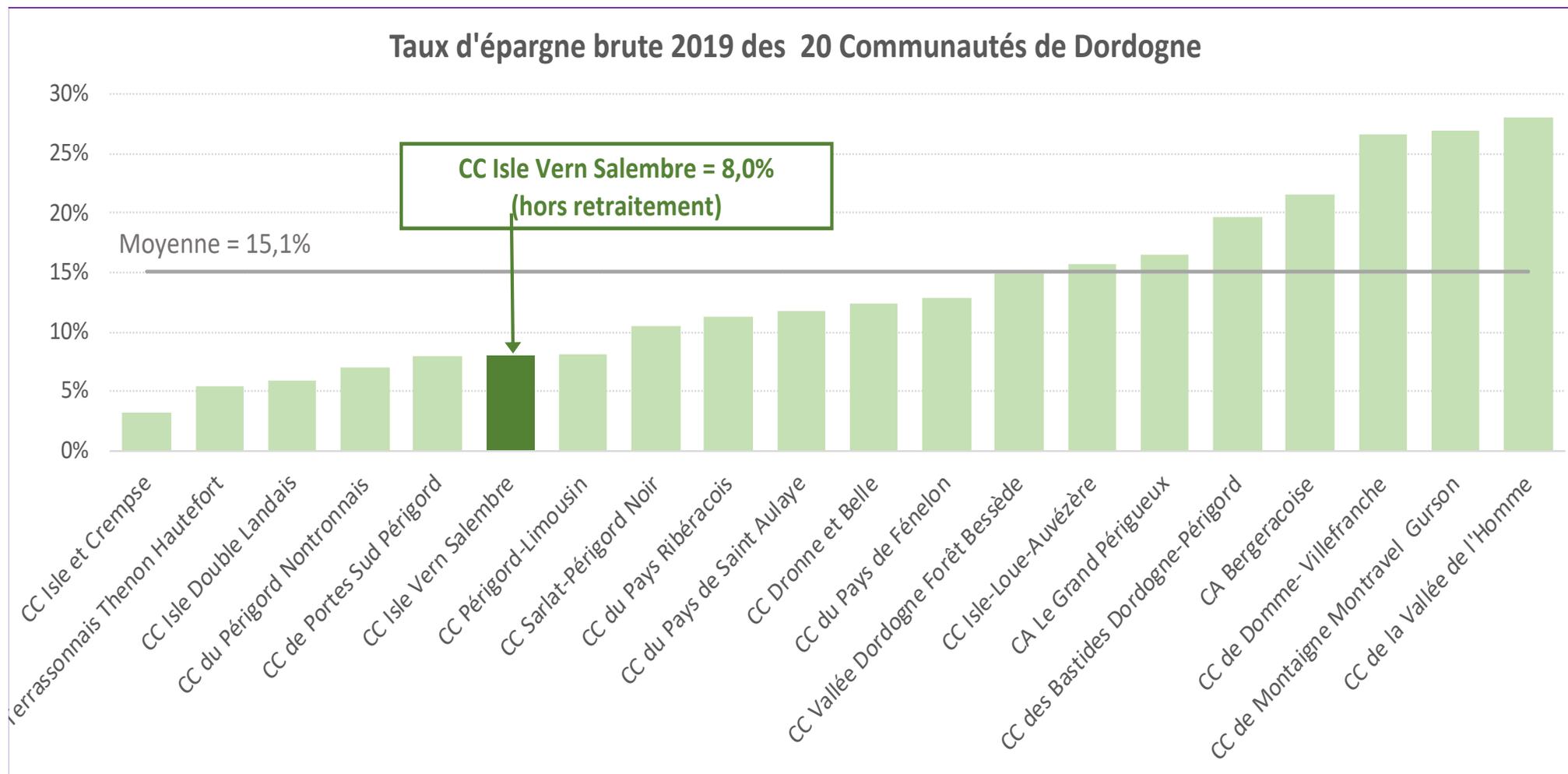
Partie 3

Comparaisons de la CCIVS avec les EPCI de Dordogne



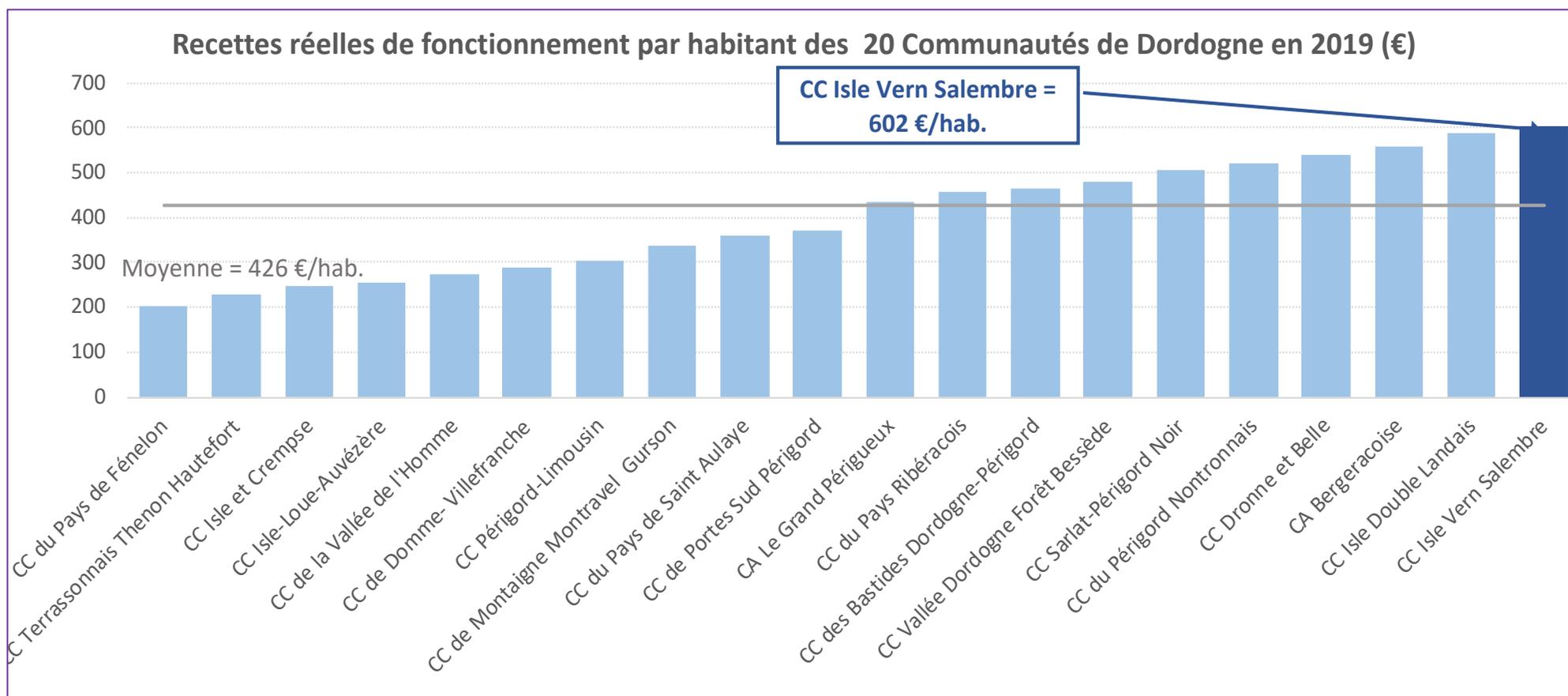
COMPARAISON DE TAUX D'ÉPARGNE BRUTE

Le taux d'épargne brute de la CCIVS reste inférieur à la moyenne départementale



ANALYSE RETROSPECTIVE • RECETTES DE FONCTIONNEMENT

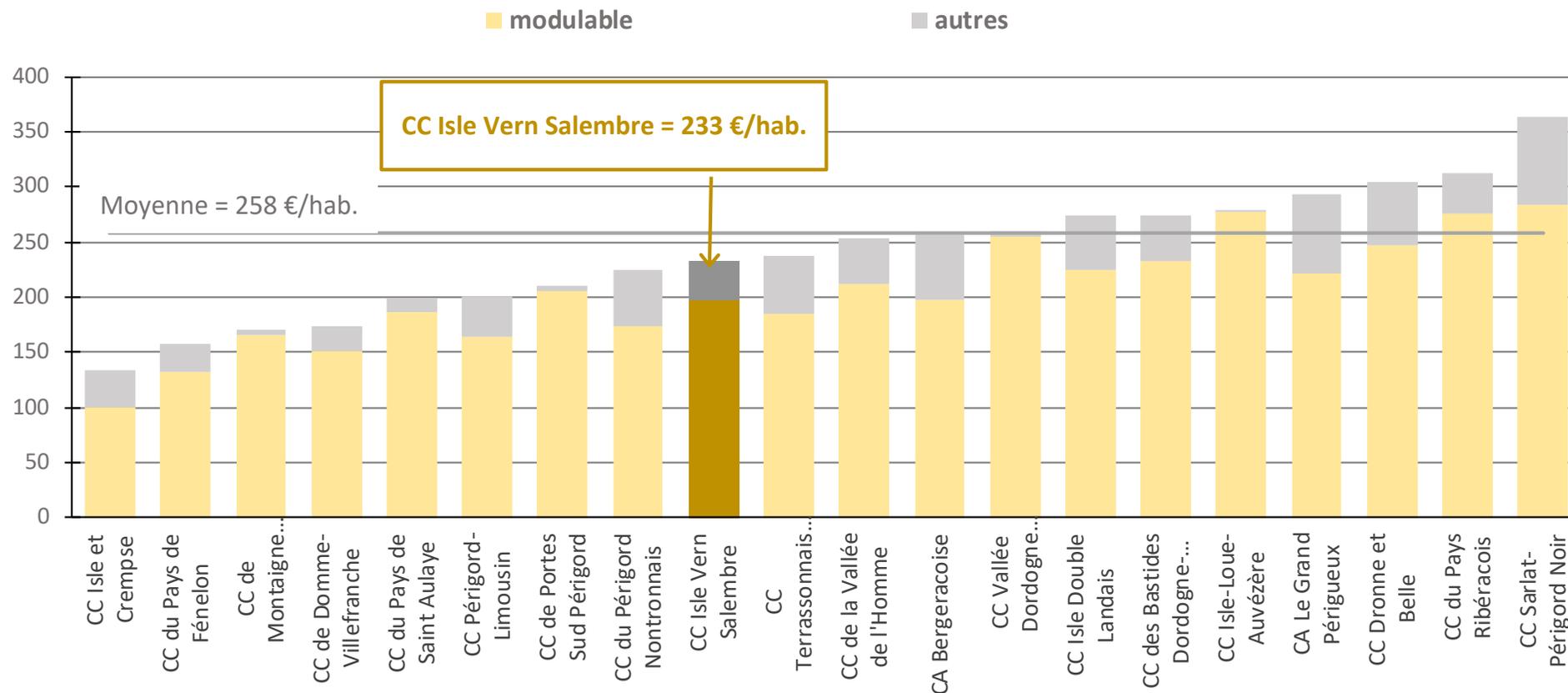
Par comparaison avec les EPCI de l'échantillon, les **recettes communautaires sont les plus importantes des CC à FPU de Dordogne**. Cela s'explique par la politique de mise à disposition de moyens par les communes financée par une baisse de leurs attributions de compensations.



ANALYSE RETROSPECTIVE • RECETTES FISCALES

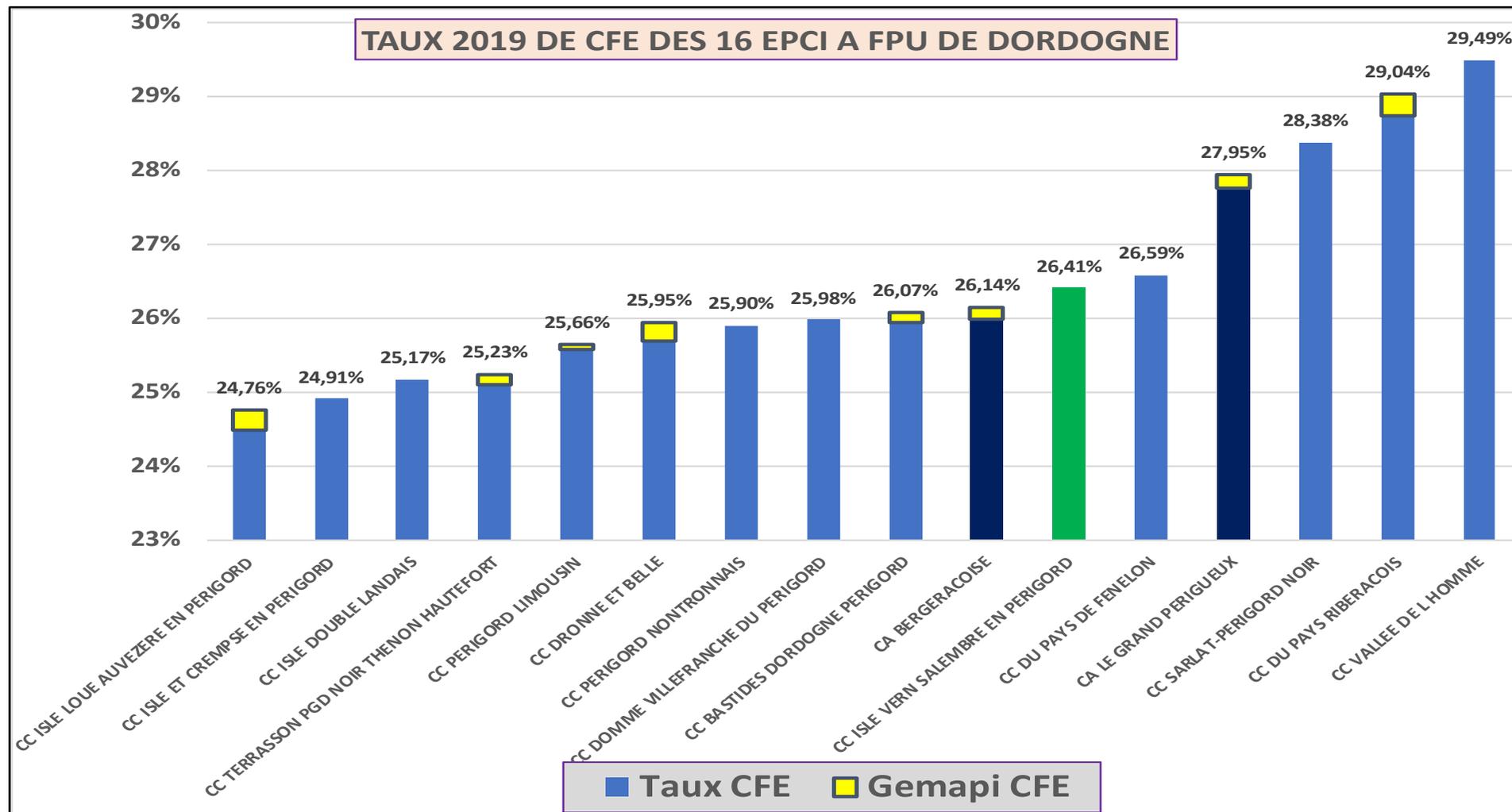
Par comparaison avec les EPCI de l'échantillon, les **recettes fiscales se situent à 10% en retrait de la moyenne des communautés de Dordogne**

Recettes de fiscalité directe par habitant 2019 des 20 Communautés de Dordogne (€)



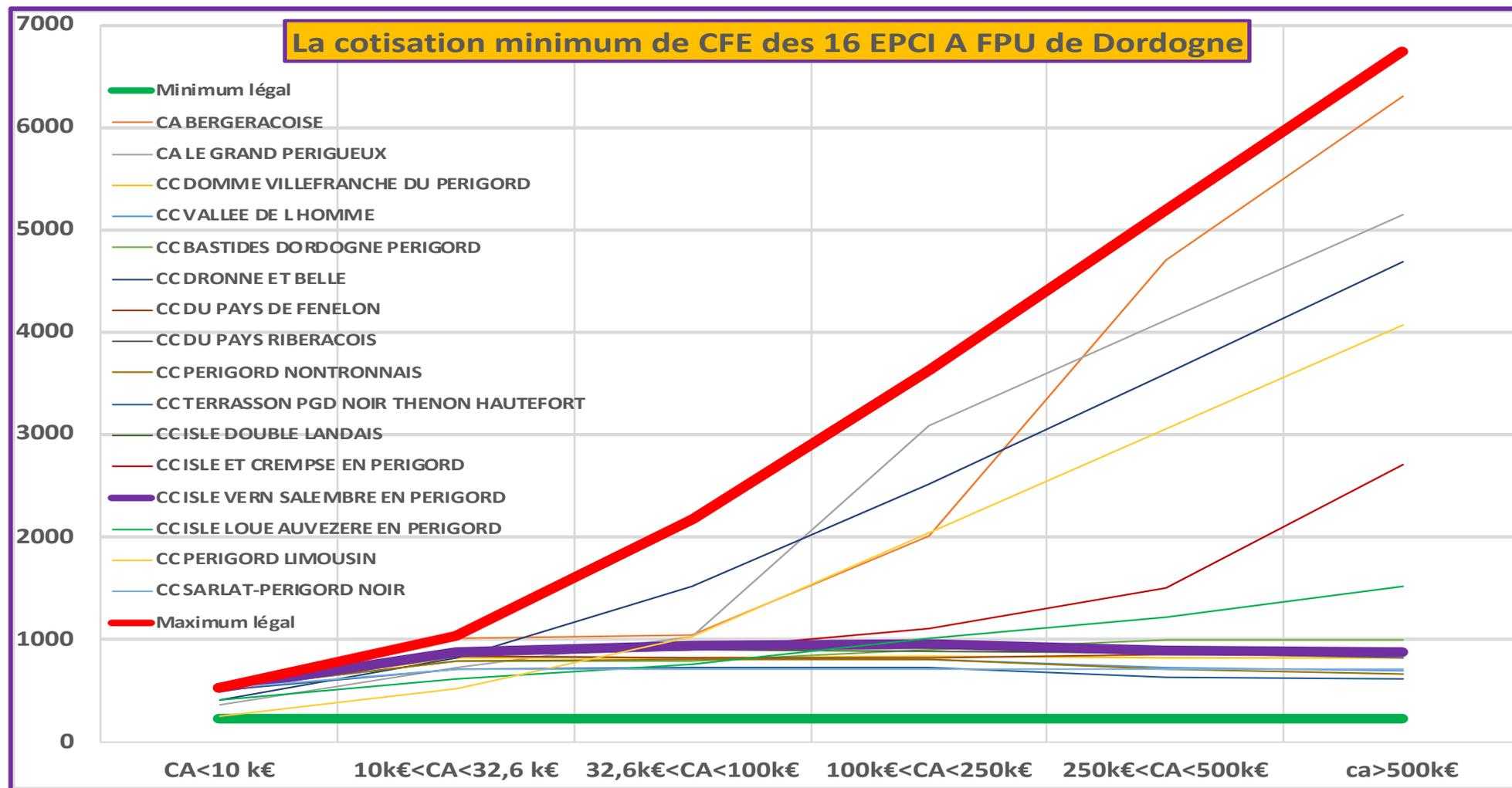
ANALYSE RETROSPECTIVE • FISCALITE

Le taux de CFE est le 6^{ème} plus élevé des 16 EPCI à FPU du département

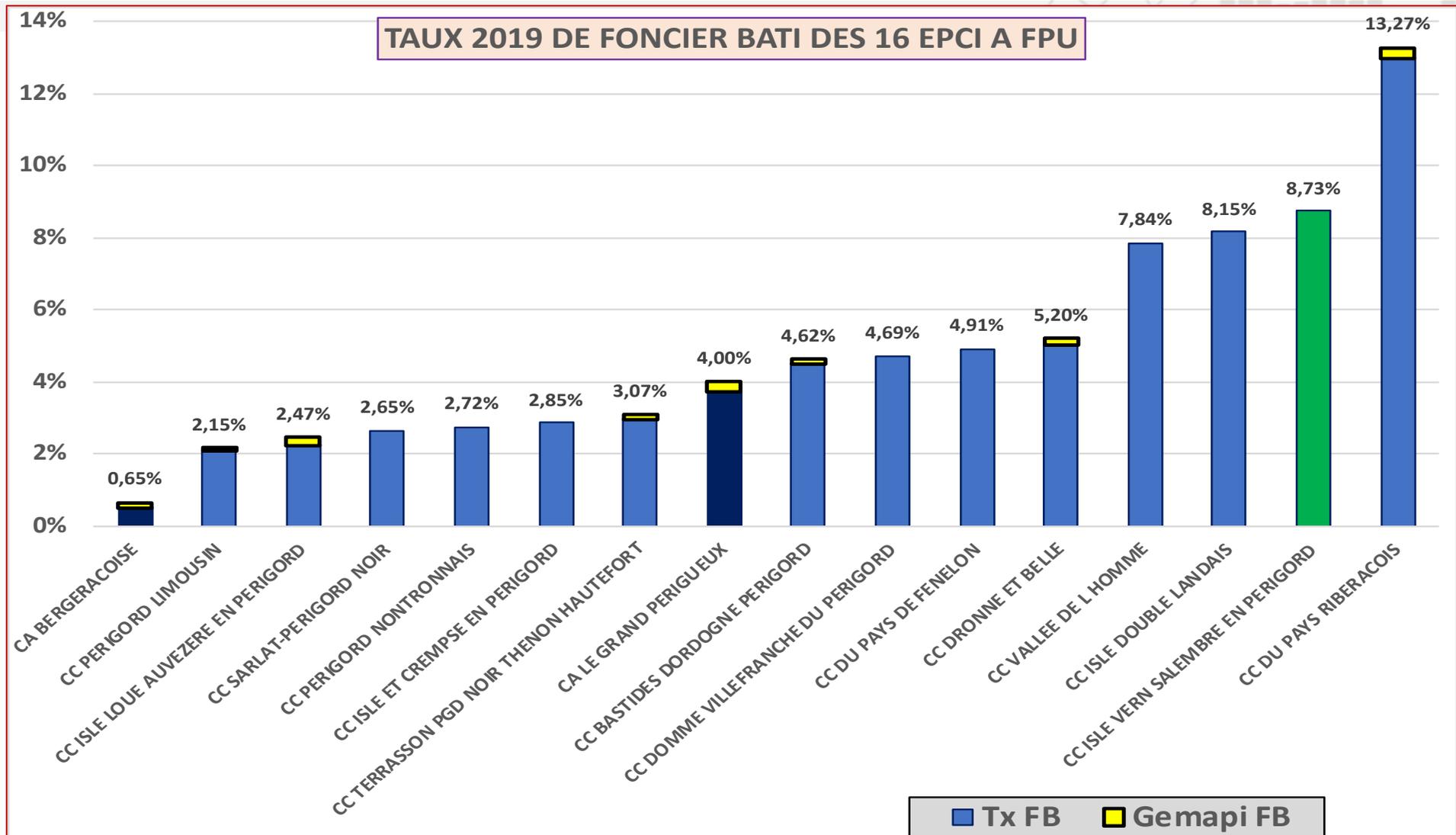


ANALYSE RETROSPECTIVE • FISCALITE

La cotisation minimum de CFE offre encore des marges de manœuvre

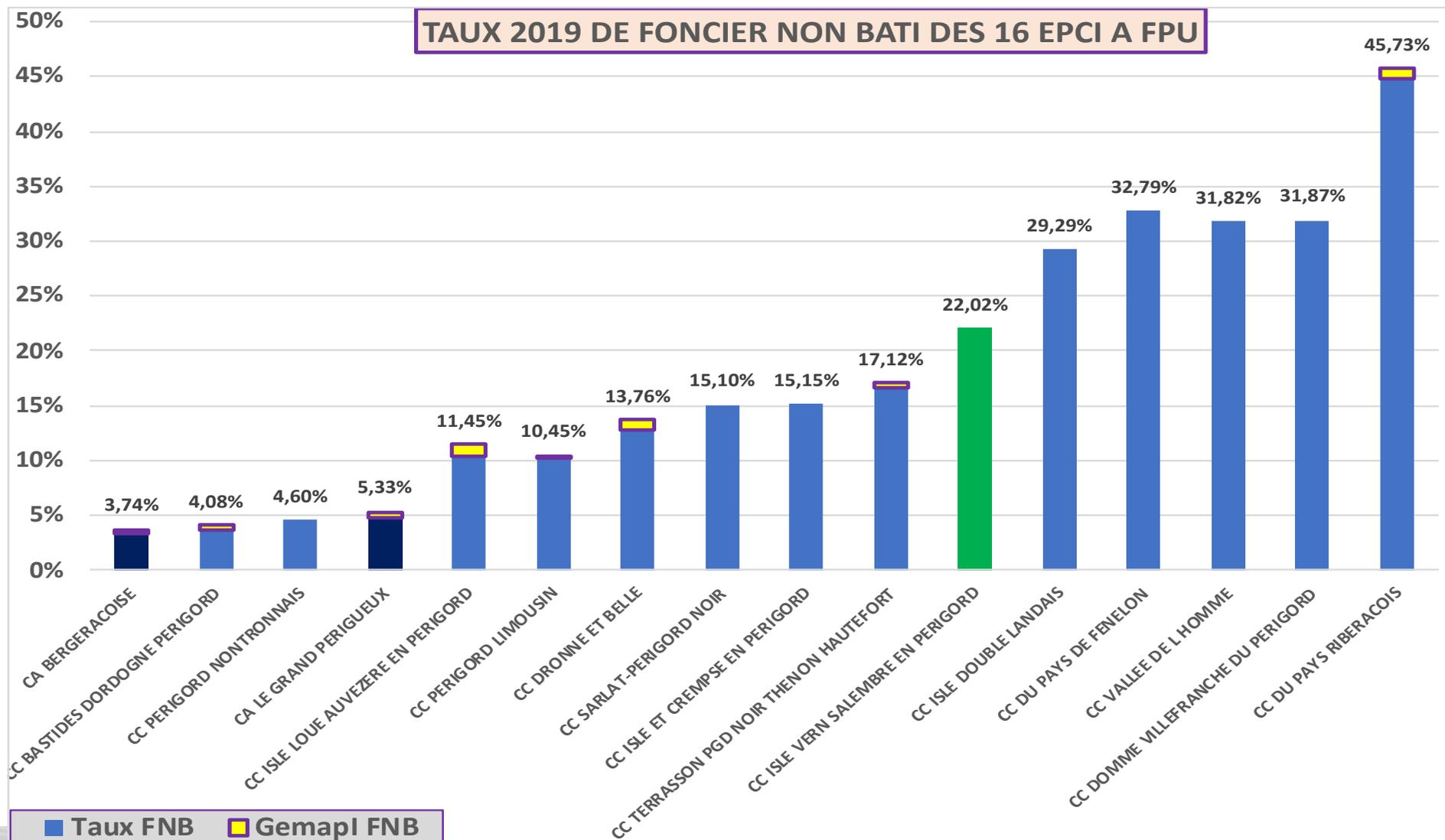


ANALYSE RETROSPECTIVE • FISCALITE



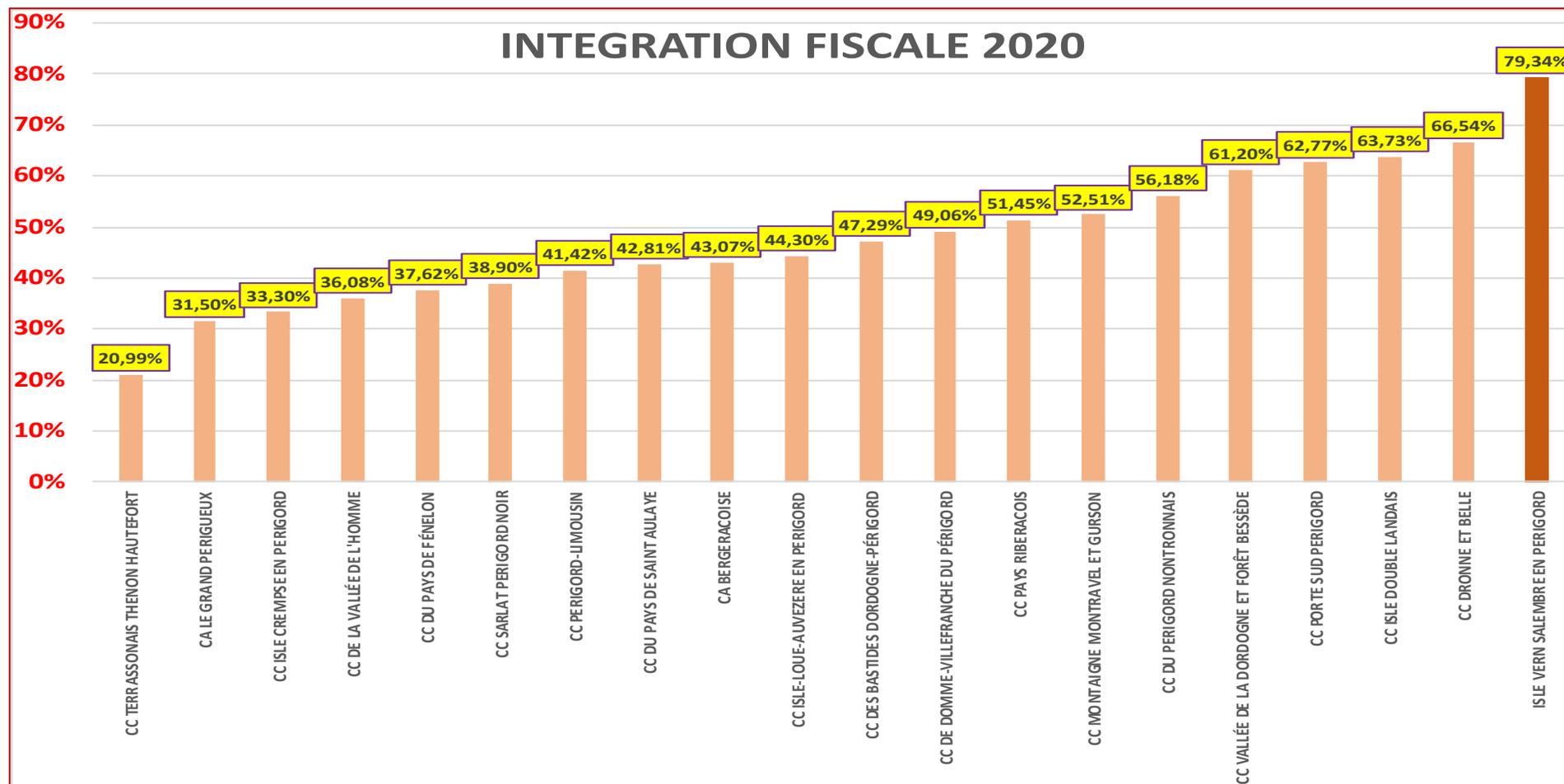
ANALYSE RETROSPECTIVE • FISCALITE

Le taux de foncier non bâti intercommunal est supérieur à la moyenne départementale



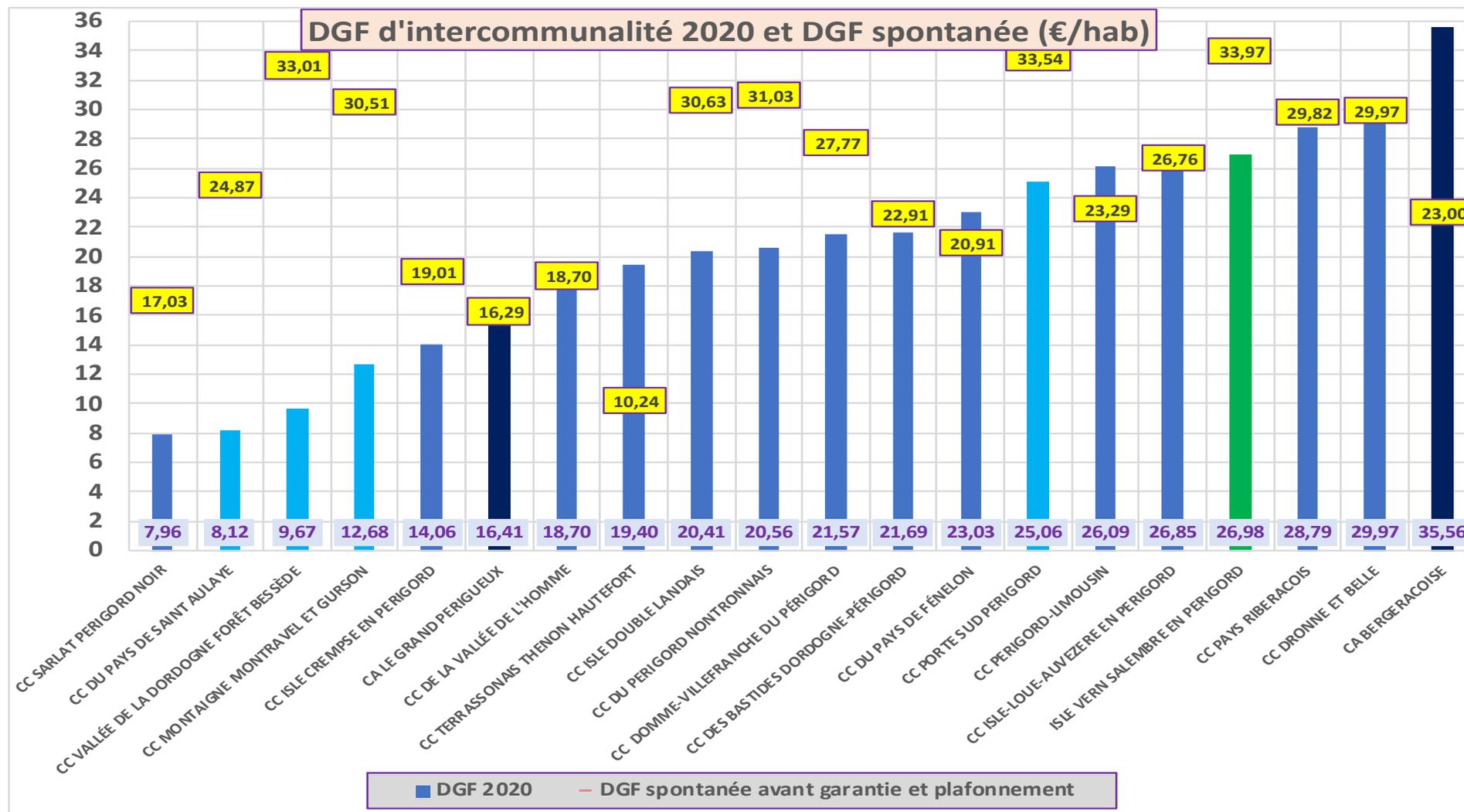
ANALYSE RETROSPECTIVE • INTEGRATION FISCALE

A 79%, la CCIVS est de loin la communauté la plus intégrée du département, distançant fortement ses voisins de l'Est et de l'Ouest (Grand Périgueux 32%, Isle et Crempse 33%)



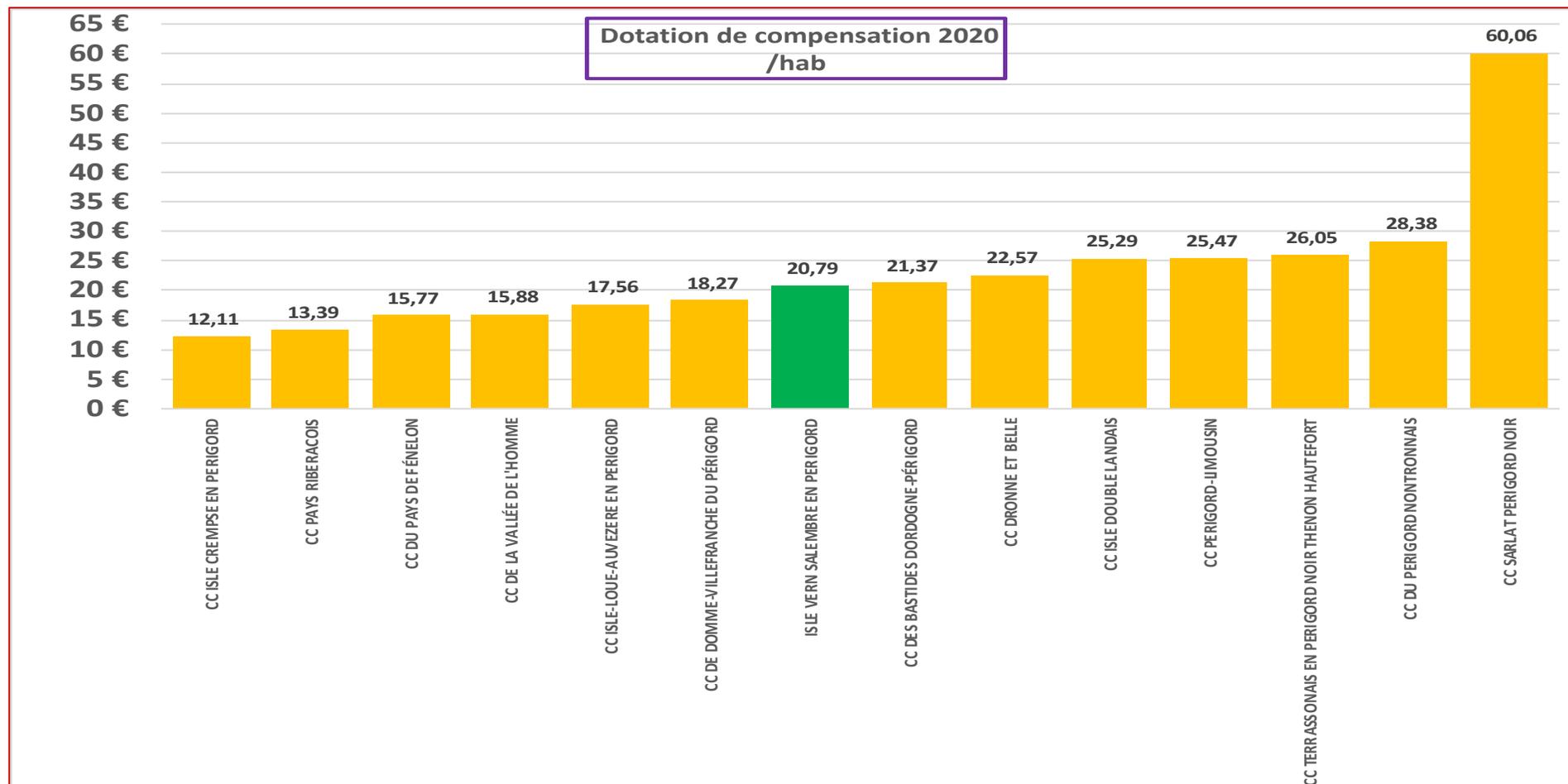
ANALYSE RETROSPECTIVE • DGF

La CCIVS a un potentiel d'augmentation de sa DGF d'intercommunalité de 26% qui à données constantes lui permettra d'atteindre 33,97 €/hab en 2023, le plus fort niveau du département.



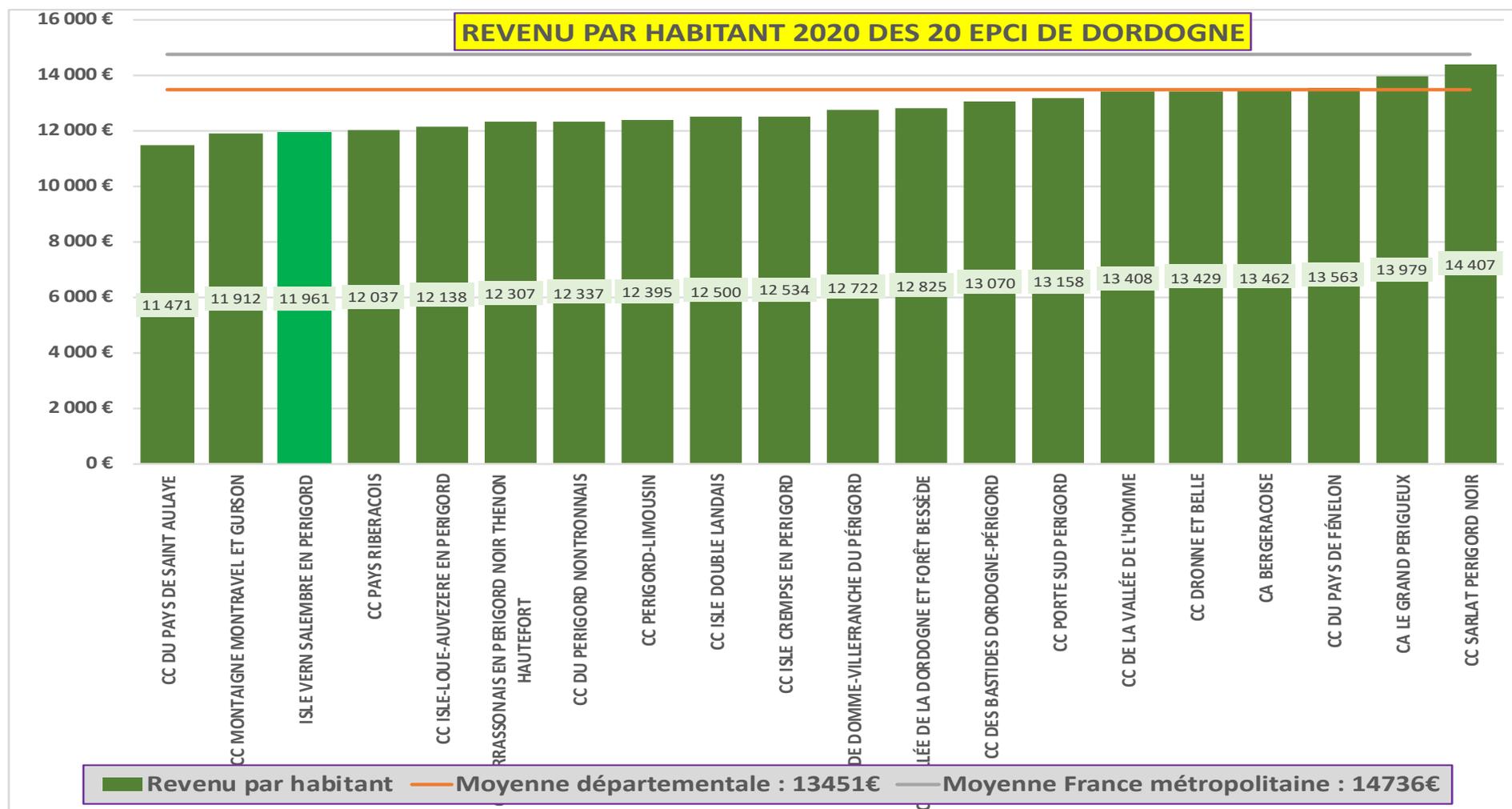
ANALYSE RETROSPECTIVE • DGF

En matière de dotation de compensation, la CCIVS est au niveau de la moyenne départementale des CC à FPU, en enlevant la CC Sarlat Périgord Noir qui comptait près de 3 fois plus de bases salaires rapportées à la population.



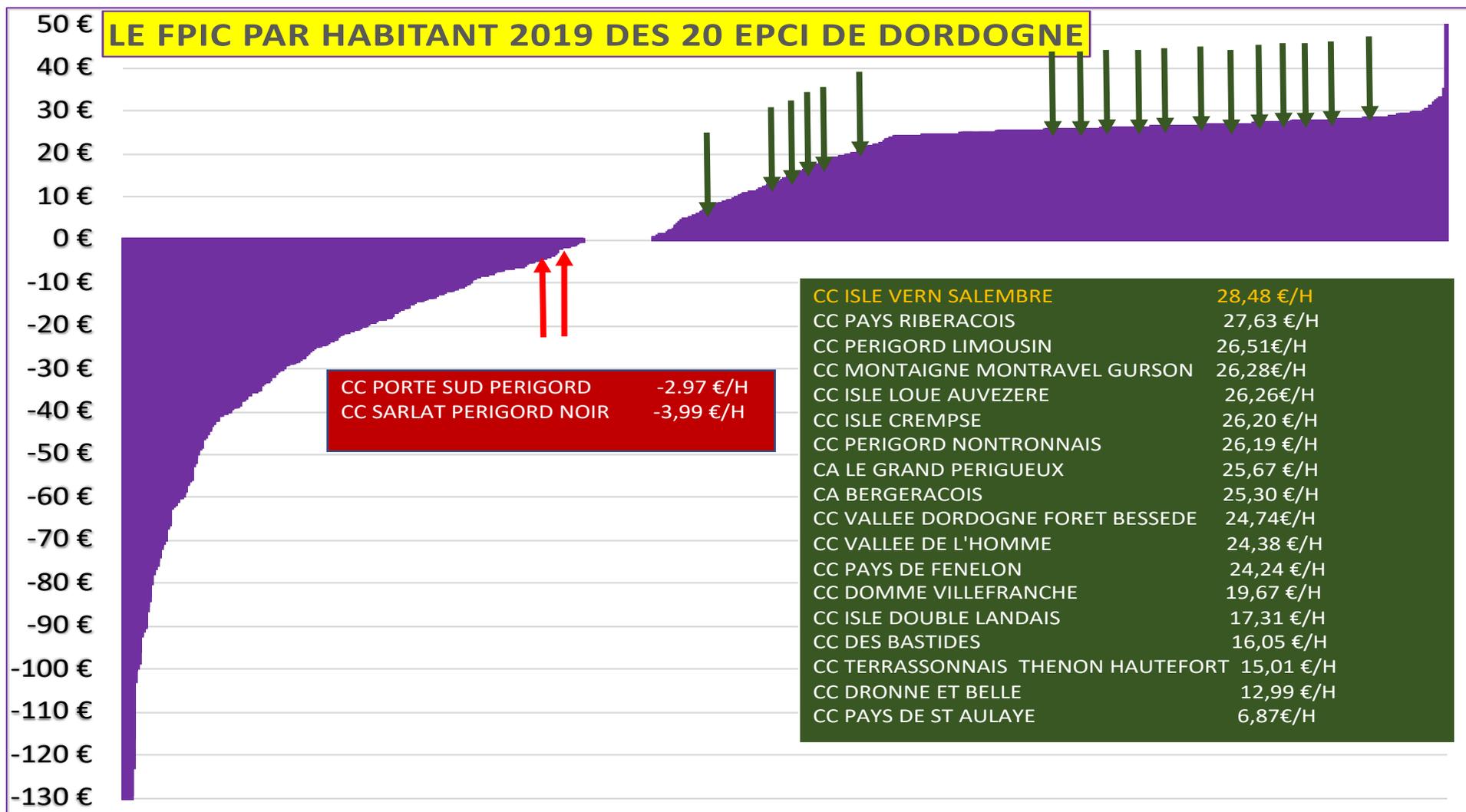
Le revenu par habitant de la CCIVS

La CCIVS est la 3^{ème} plus pauvre communauté en revenu par habitant, 11% au-dessous de la moyenne départementale et 19% au-dessous de la moyenne nationale



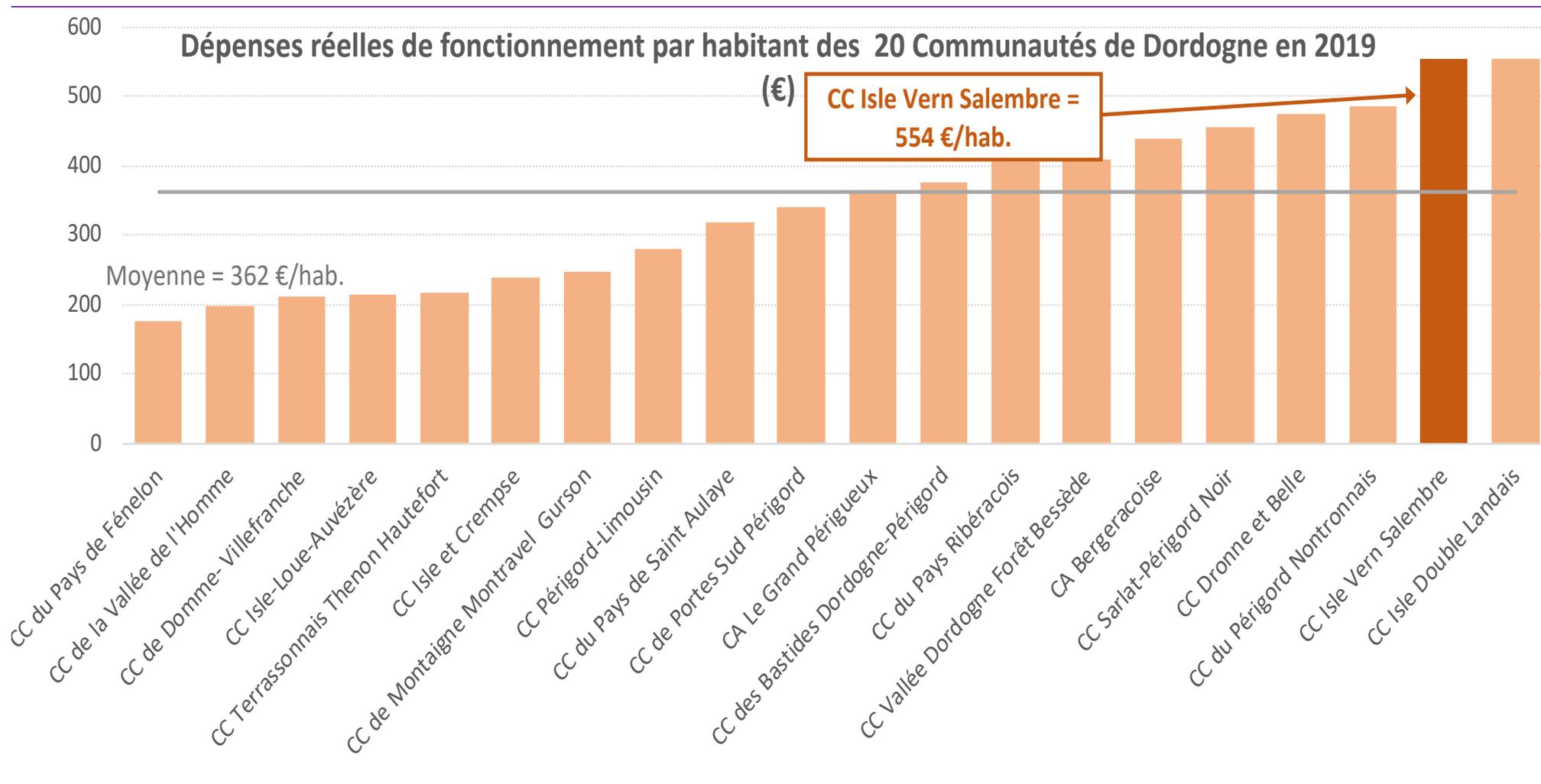
ANALYSE RETROSPECTIVE • PEREQUATION

La CCIVS est l'EPCI de Dordogne le plus bénéficiaire du FPIC en 2019



ANALYSE RETROSPECTIVE • DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses réelles de fonctionnement se situent au second rang du territoire

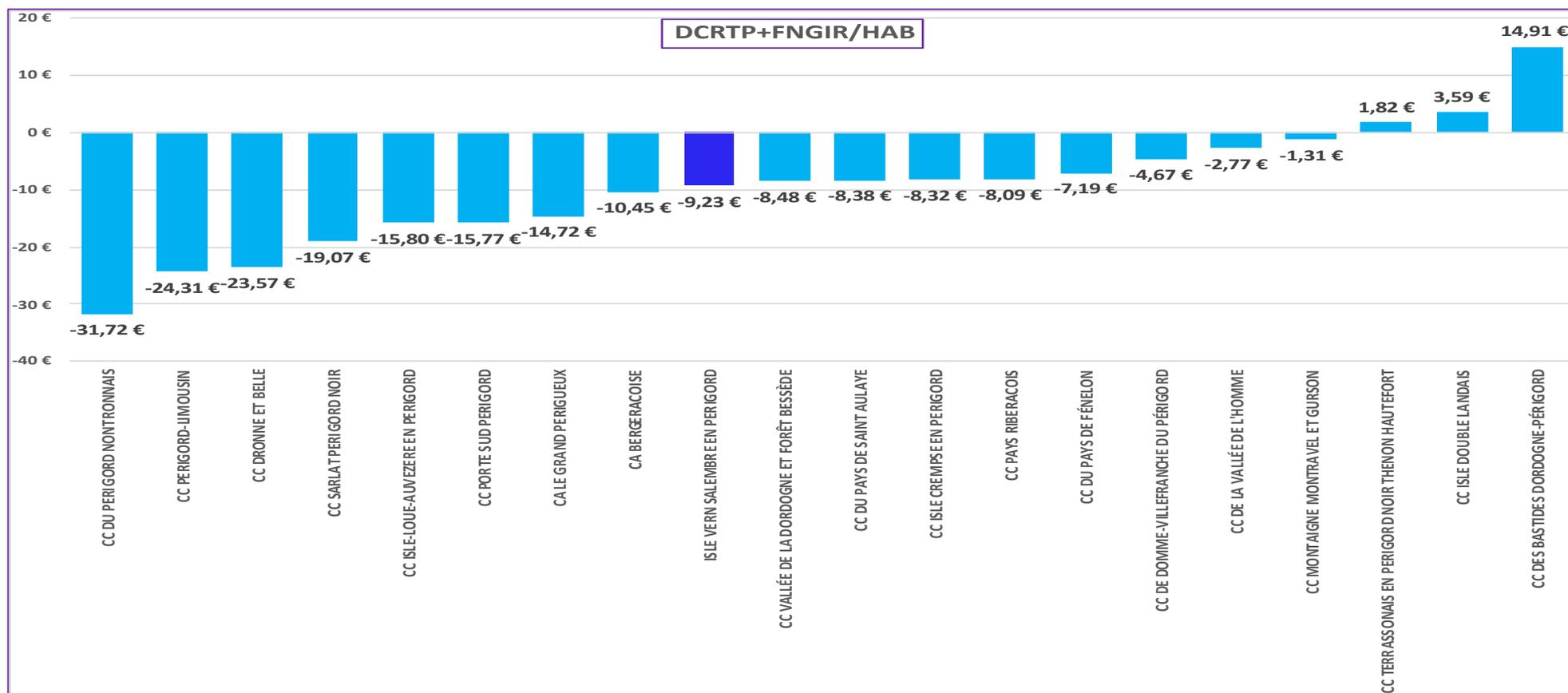


ANALYSE RETROSPECTIVE • FNGIR

En volume par habitant, les **versements obligatoires de FNGIR se situent dans la moyenne départementale**

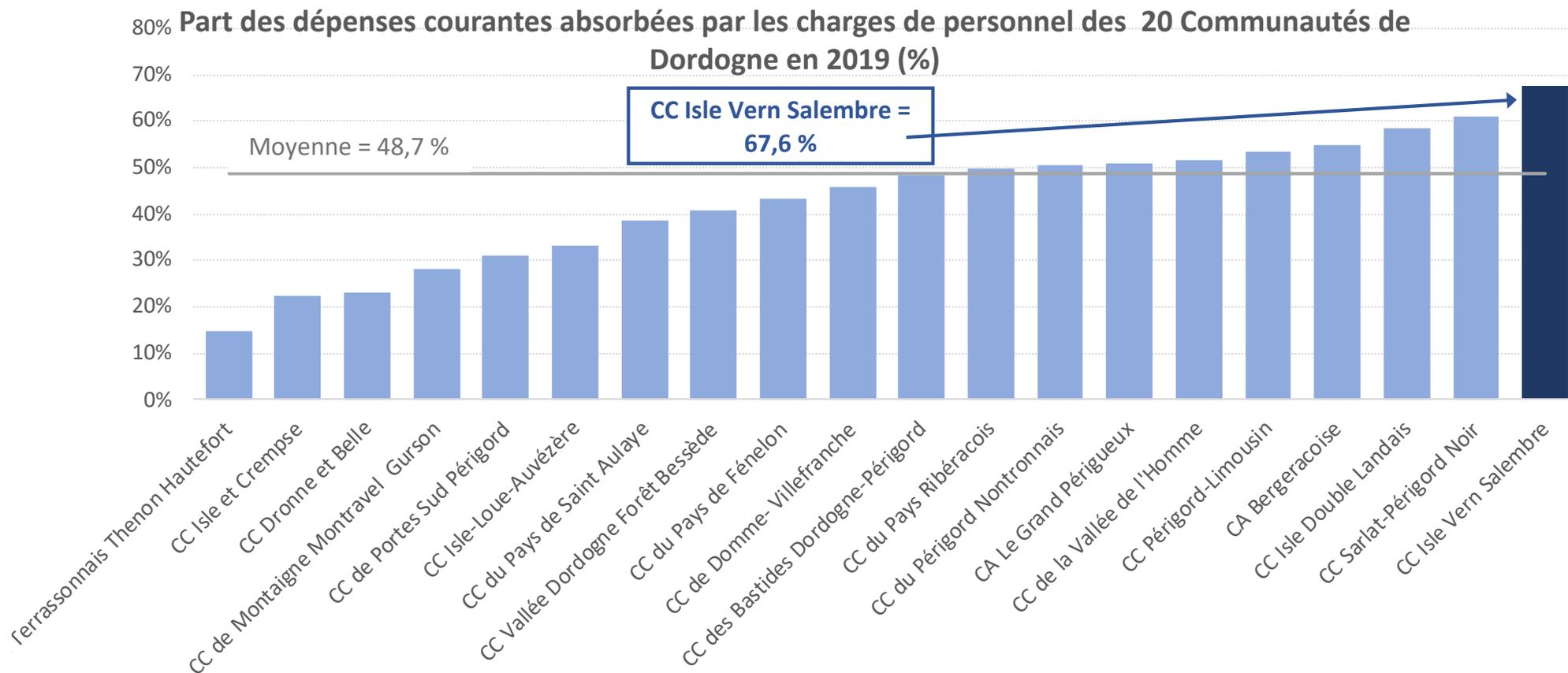
○ le **Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)**, mis en place dans le cadre de la réforme fiscale de 2011 dans le but de neutraliser les effets instantanés de cette réforme : prélèvement sur les collectivités « gagnantes », permettant d'alimenter un versement aux collectivités « perdantes » ;

=> *Le fait de subir un prélèvement (9,2 €/hab. pour la CCIVS) témoigne du fait que la communauté a reçu des produits de remplacement supérieurs, en volume, aux anciens produits de taxe professionnelle*



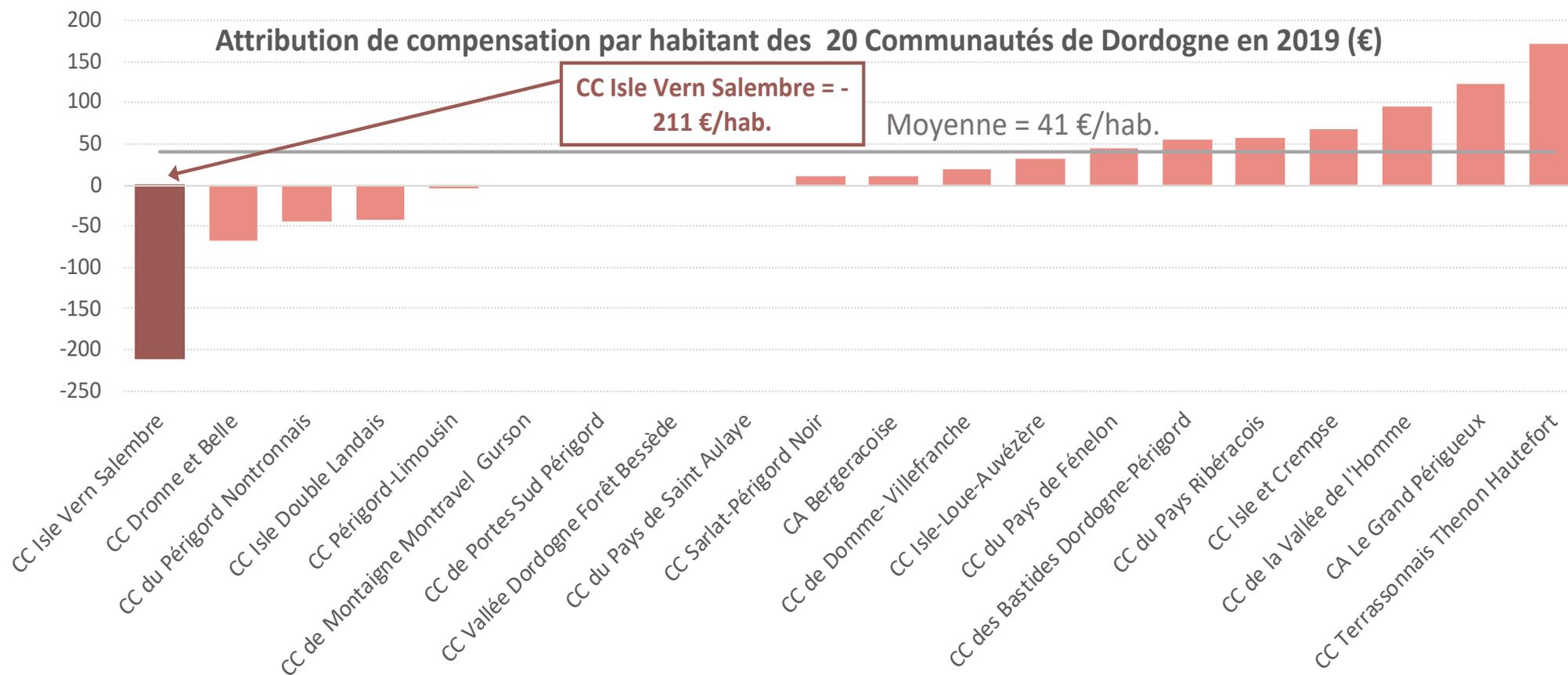
ANALYSE RETROSPECTIVE • DEPENSES DE PERSONNEL

La CCIVS est au 1^{er} rang des 20 EPCI de Dordogne, en comptant le personnel refacturé dont la contrepartie se trouve dans les attributions de compensation négatives



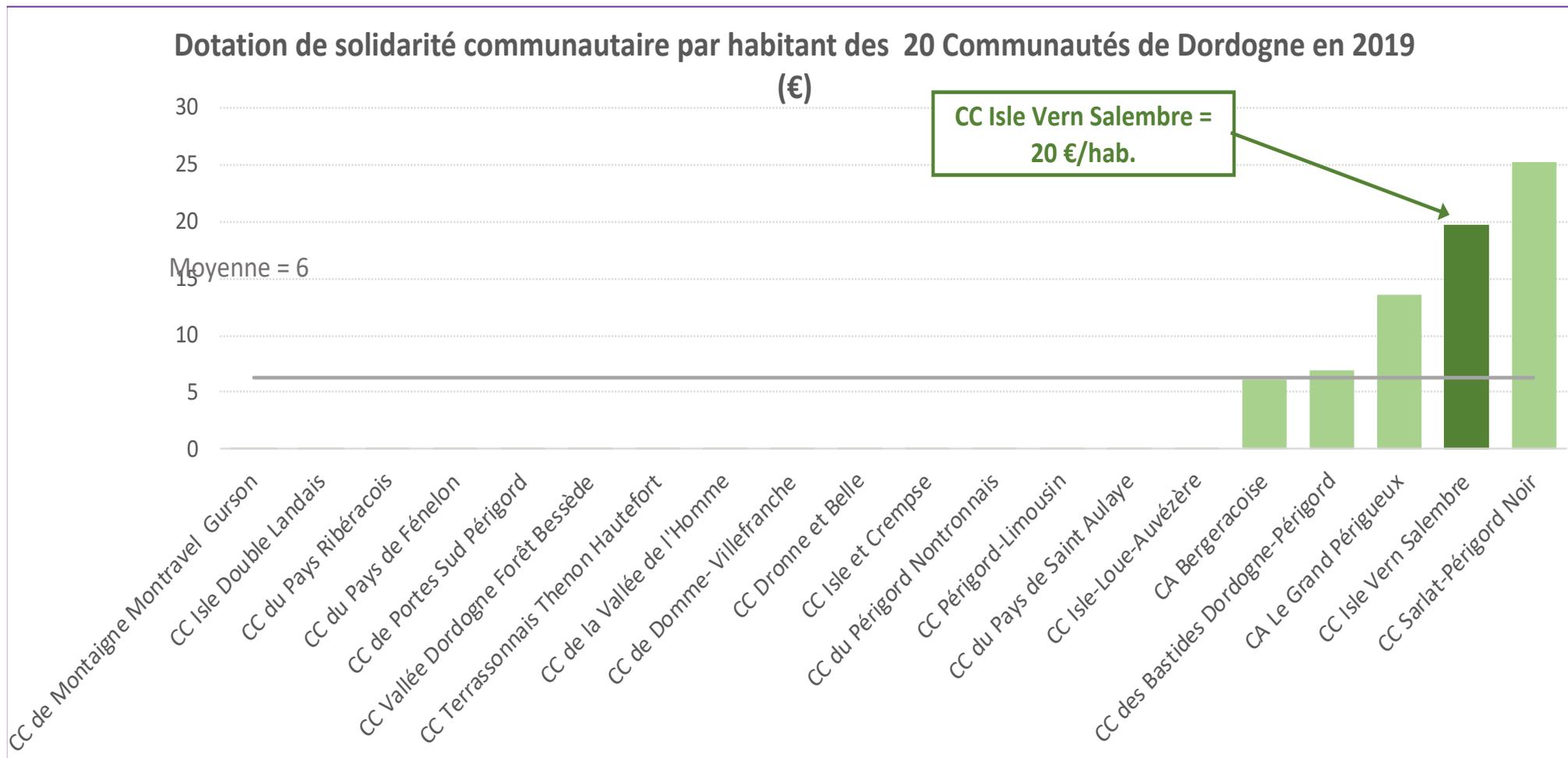
ANALYSE RETROSPECTIVE • ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

- L'AC est fortement négative ce qui a une incidence favorable non seulement sur l'intégration fiscale mais sur les dotations des 3 communes principales St Astier, Neuvic et St Léon



ANALYSE RETROSPECTIVE • DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE

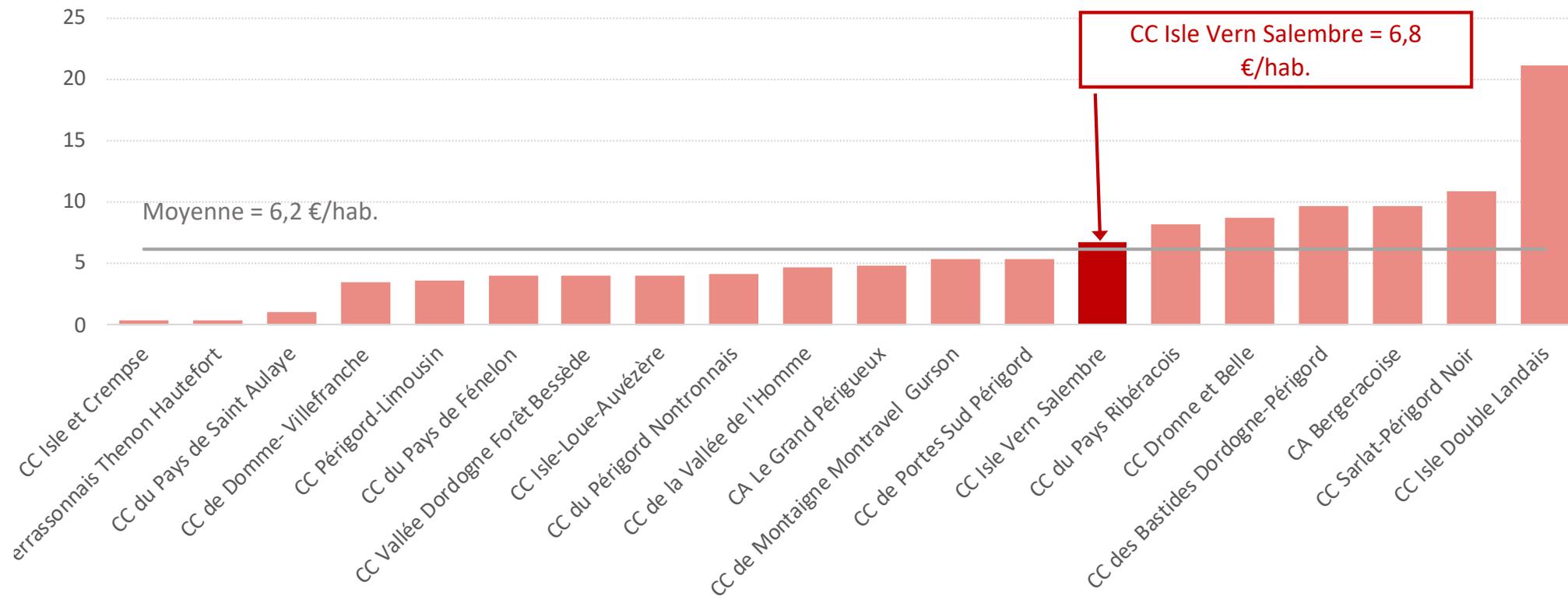
- Si la Dotation de solidarité communautaire a baissé depuis 2016, elle reste toutefois très significative à l'échelle du territoire, seulement 5 des 20 EPCI l'ayant mise en place.



ANALYSE RETROSPECTIVE • FRAIS FINANCIERS

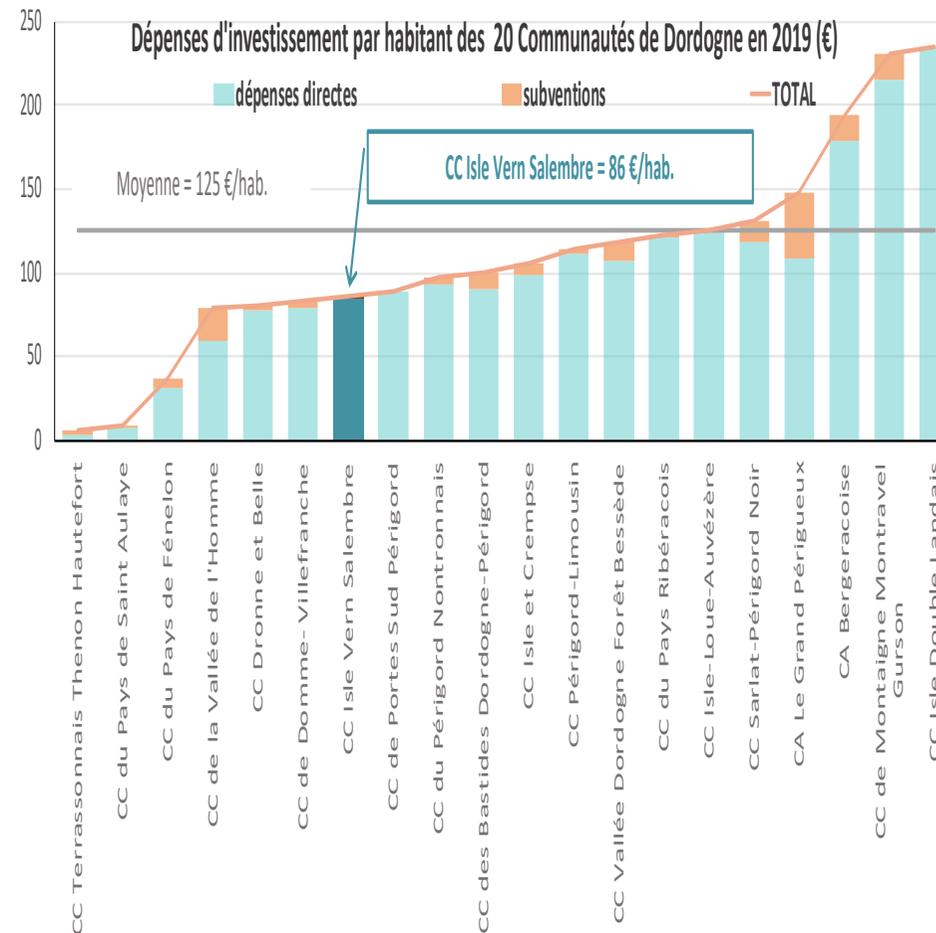
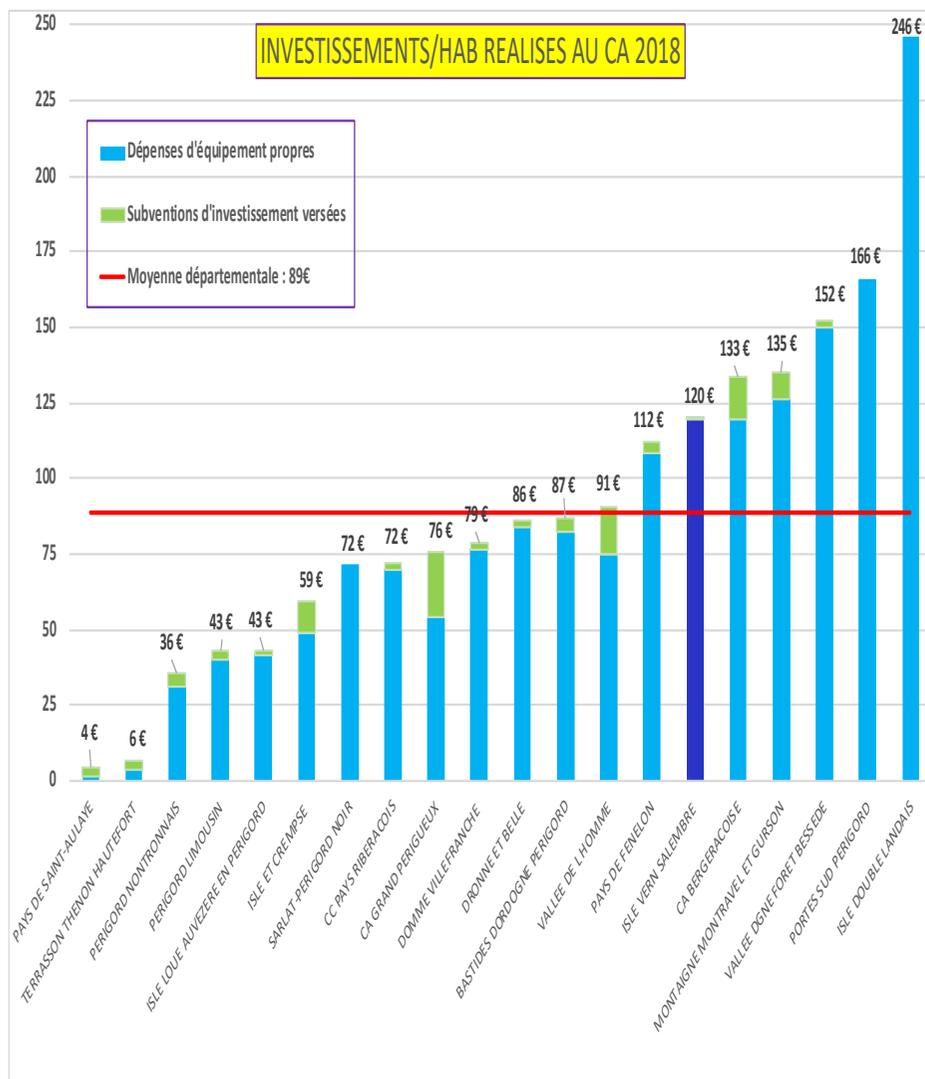
Le poids des intérêts de la dette est proche de la moyenne départementale

Frais financiers par habitant des 20 Communautés de Dordogne en 2019 (€)



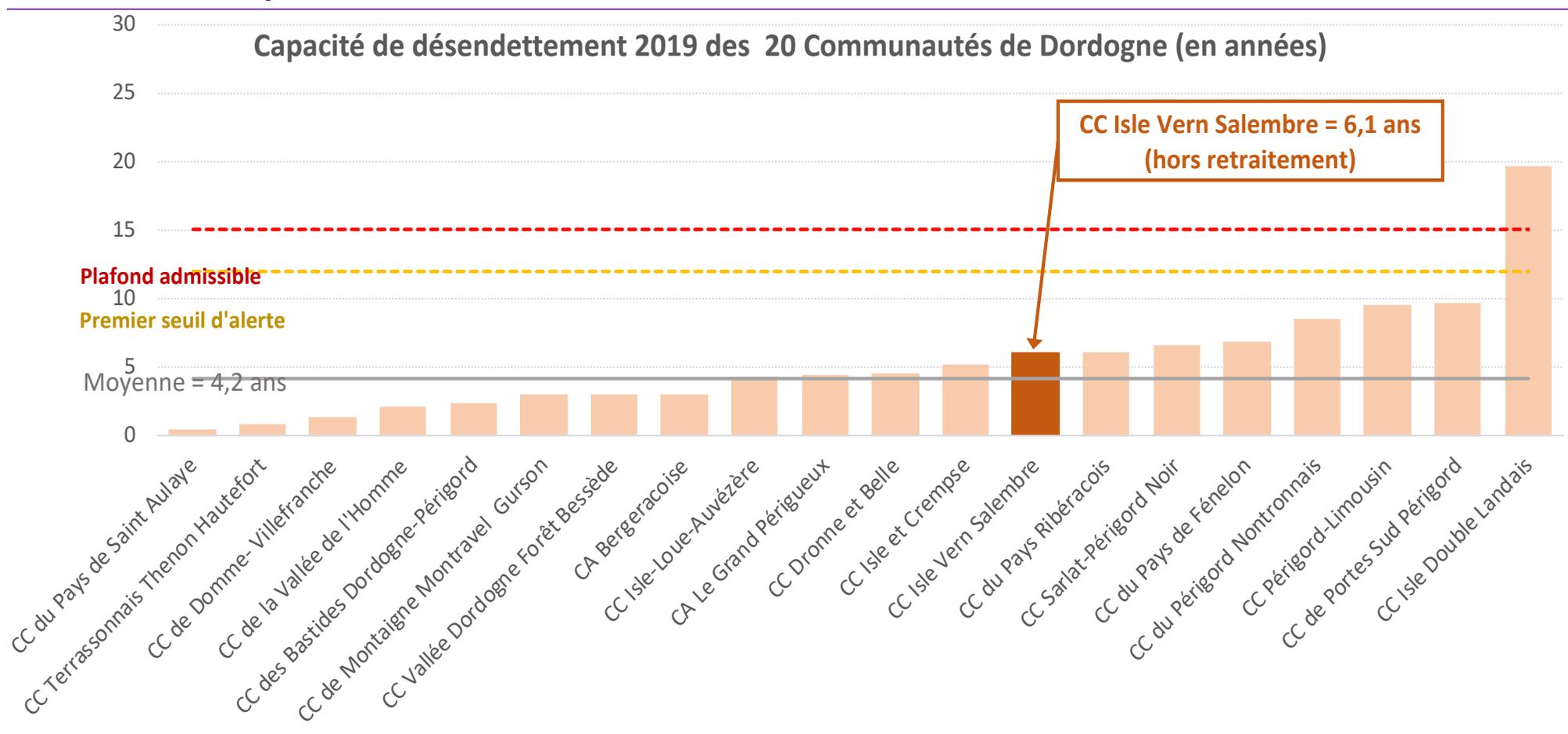
ANALYSE RETROSPECTIVE • INVESTISSEMENTS

En 2018, les investissements ont été supérieurs à la moyenne et en 2019 en revanche en retrait



ANALYSE RETROSPECTIVE • CAPACITE DE DESENDETTEMENT

La capacité de désendettement à 6,1 ans est en retrait sur la moyenne mais éloignée de la zone de risque





Isle Vern Salembre
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

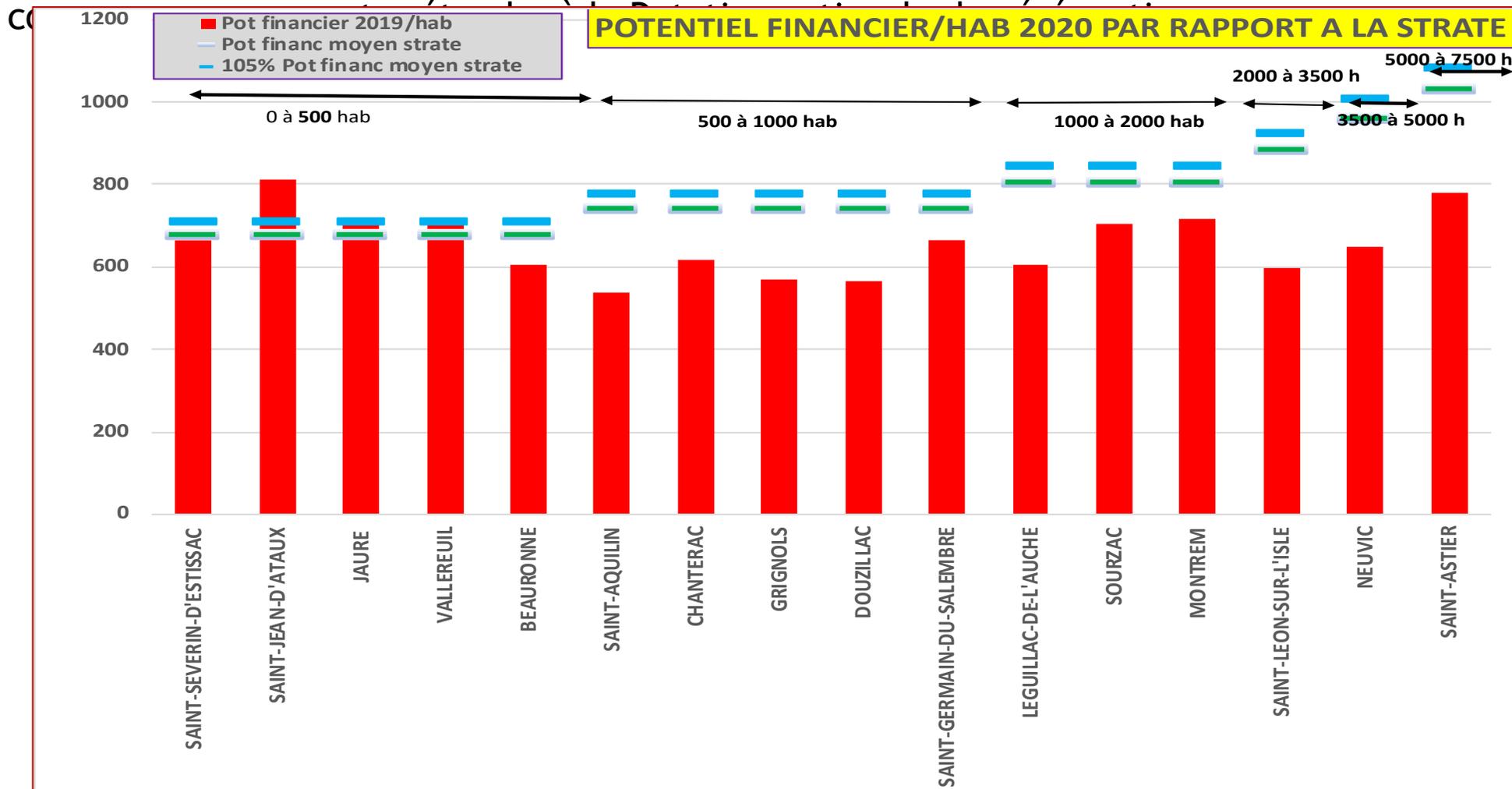
Partie 4

Données financière des 16 communes



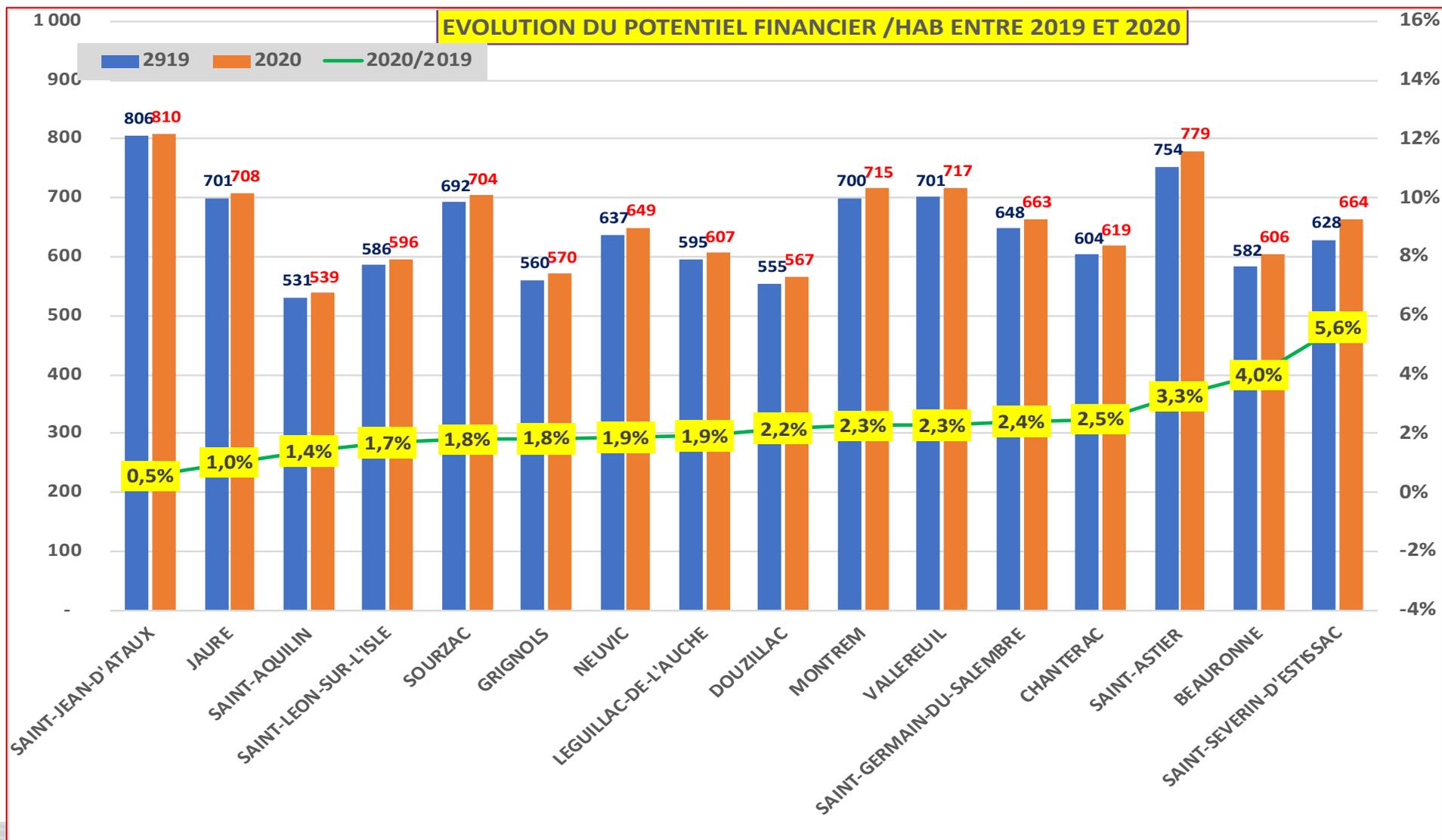
DONNEES FINANCIERES DES COMMUNES • POTENTIEL FINANCIER

Seules 3 des 16 communes ont un potentiel financier supérieur à celui de leur strate. Etant également au-dessus de 105% de la moyenne (de justesse pour Jaure et Vallereuil), ces 3



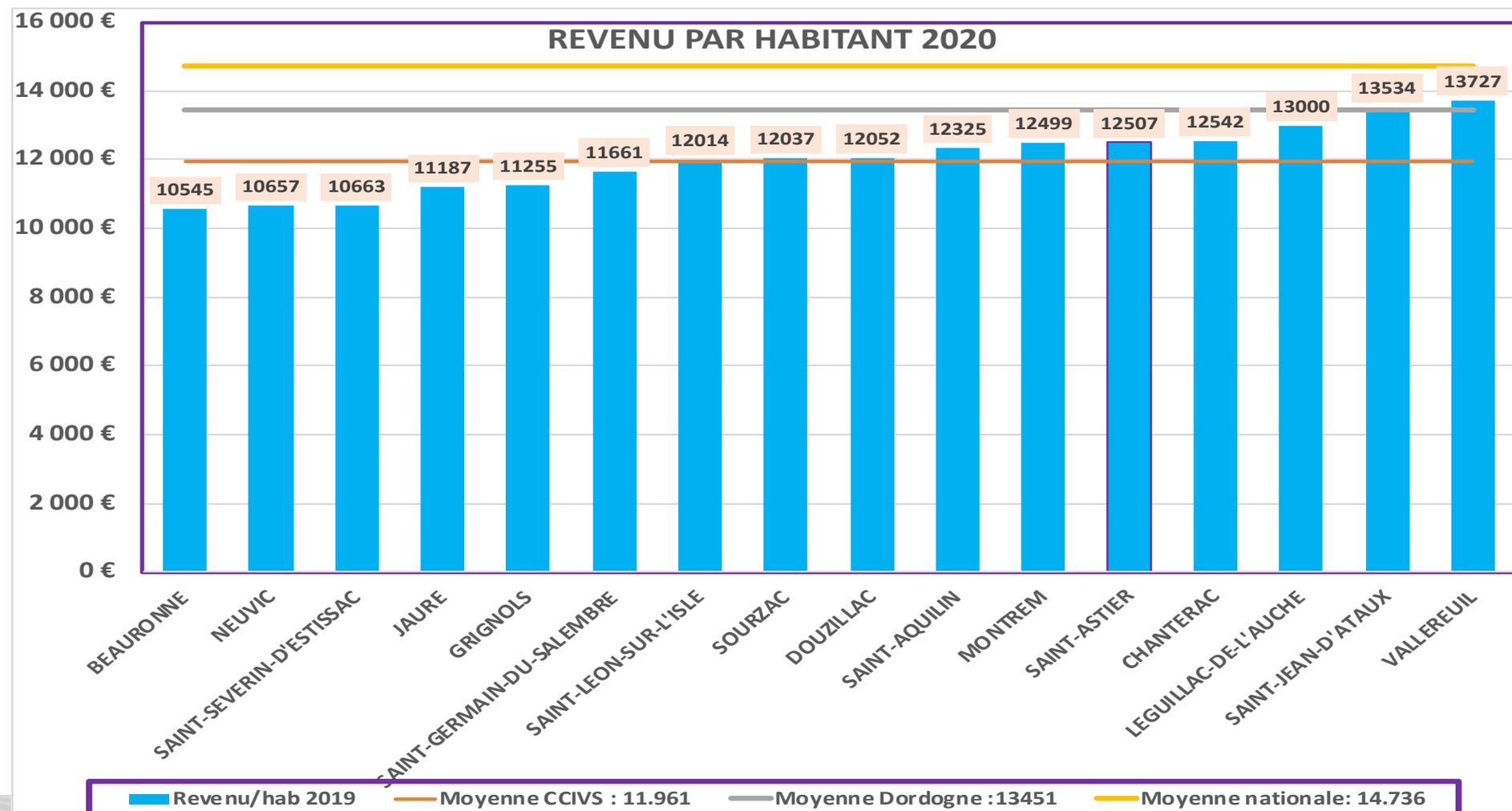
DONNEES FINANCIERES DES COMMUNES • POTENTIEL FINANCIER

Les évolutions de potentiel financier entre 2018 et 2019 vont de 0,5% à +5,6%.



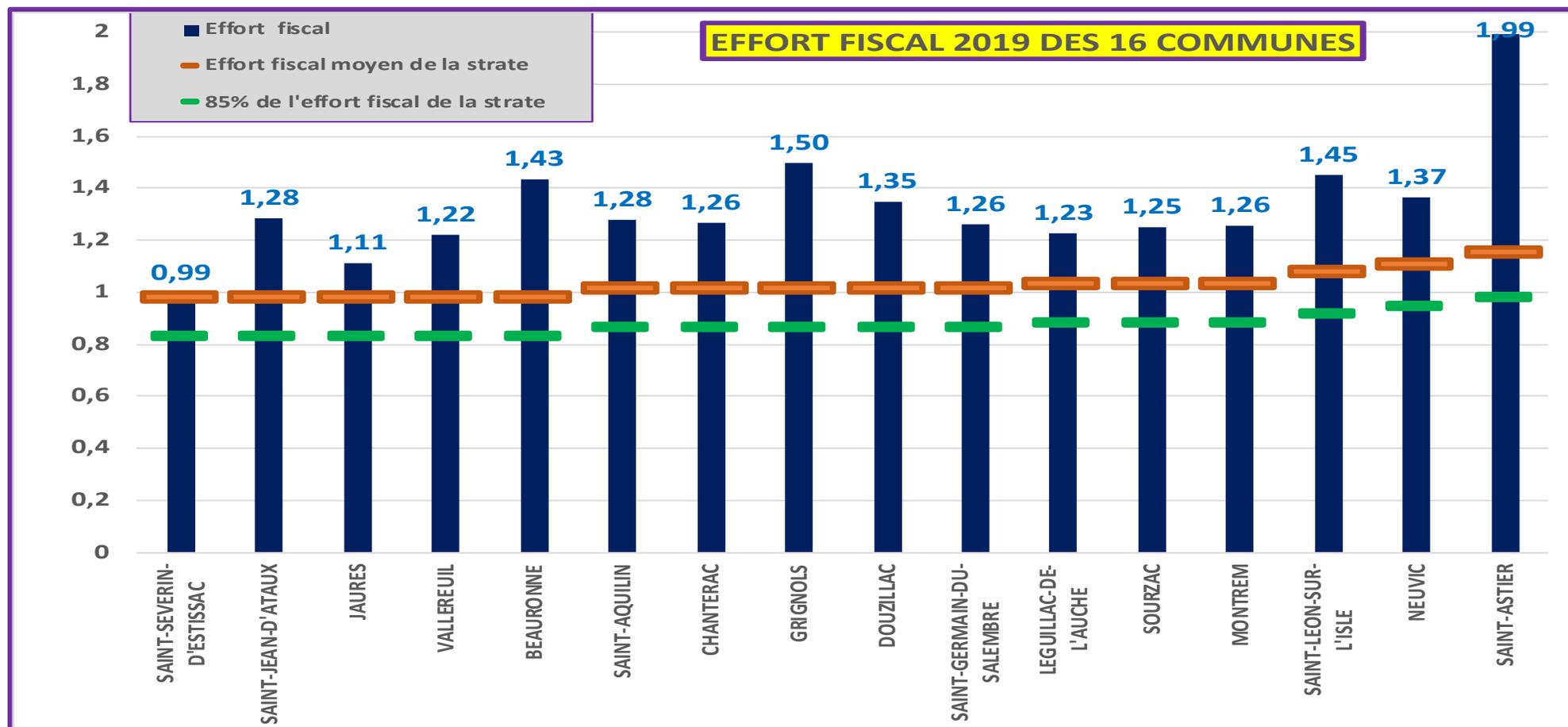
DONNEES FINANCIERES DES COMMUNES • REVENU/HABITANT

Seules 2 des 16 communes dépassent la moyenne départementale du revenu par habitant et aucune n'atteint 95% de la moyenne nationale.



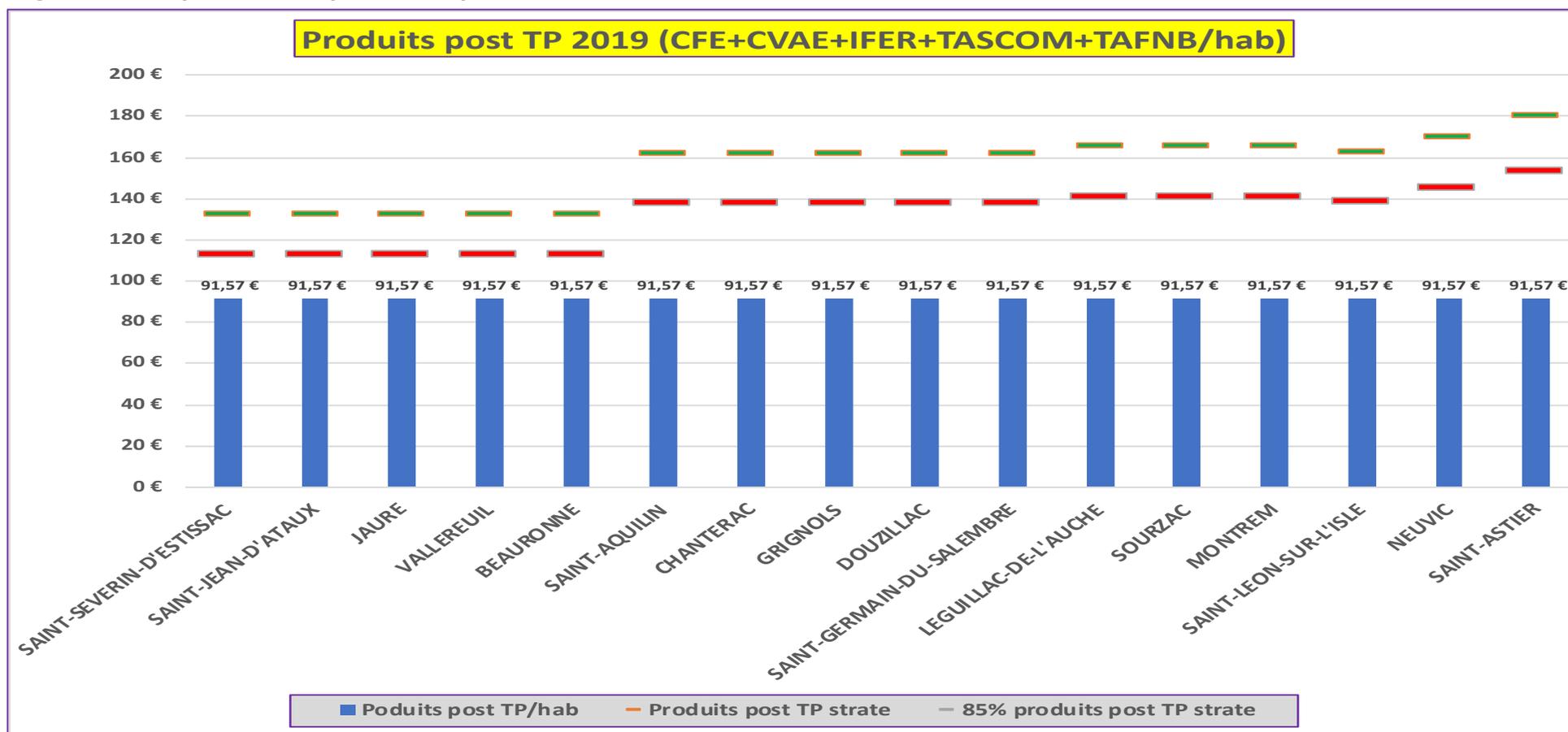
DONNEES FINANCIERES DES COMMUNES • EFFORT FISCAL

L'ensemble des 16 communes affichent un effort fiscal entre légèrement supérieur et très supérieur à la moyenne de leur strate. Elles sont toutes potentiellement éligibles à la part principale de la Dotation nationale de péréquation à taux plein.



DONNEES FINANCIERES DES COMMUNES • PEREQUATION

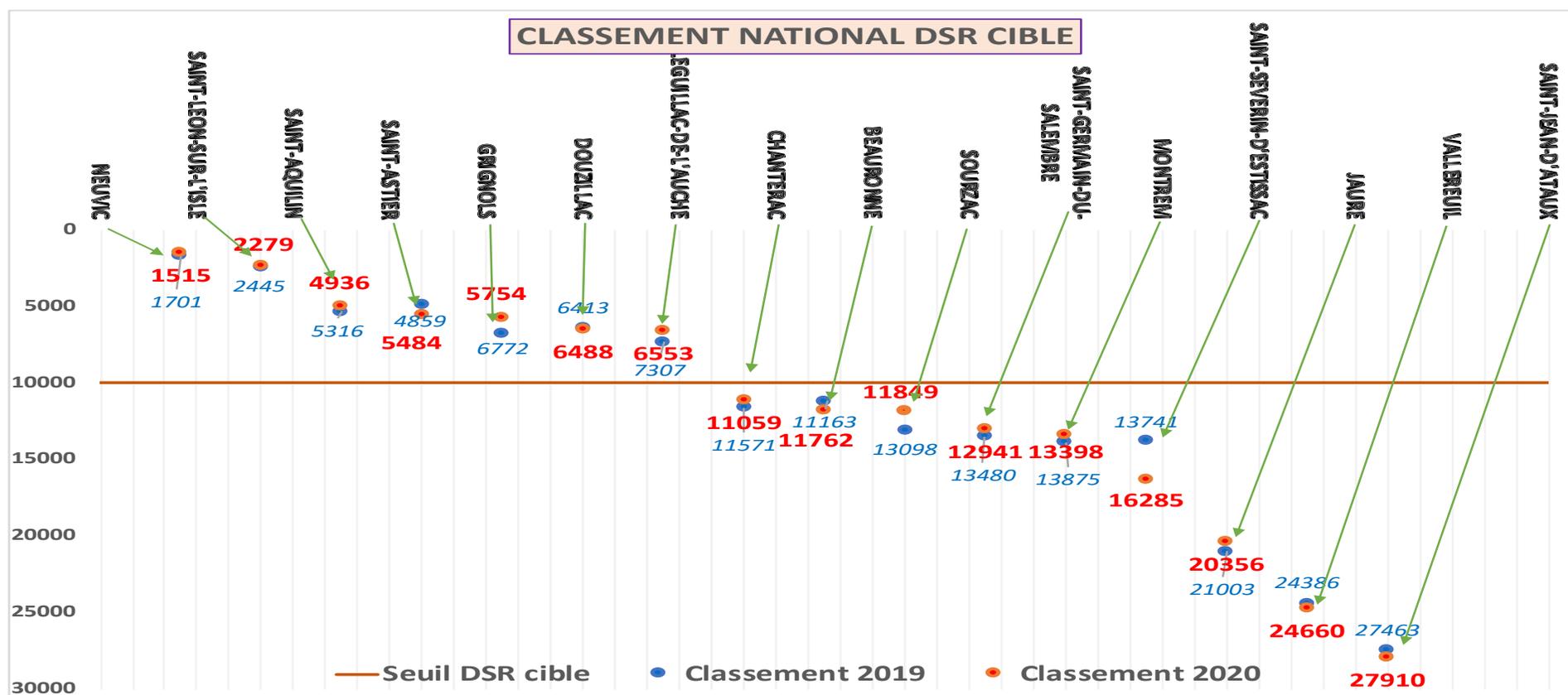
En FPU toutes les communes ont le même montant de ressources post TP par habitant. Si comme ici, ce montant est inférieur à 85% de la moyenne de strate pour toutes les strates, la commune est potentiellement éligible à la part majoration de la DNP. Mais elle ne la touche que si elle est déjà éligible à la première part ce qui est le cas de 13 des 16 communes



DONNEES FINANCIERES DES COMMUNES • PEREQUATION

A noter que les 3 communes les plus peuplées de la CCIVS sont dans les 4 premières places, ce qui est une caractéristique très fréquente pour les bourgs-centres dans les EPCI. 4 autres communes, soit 7 au total (44%) bénéficient de la DSR cible.

Pour mémoire, Manzac sur Vern avait perdu, en une seule année, près de 4500 places et donc la DSR cible entre 2017 et 2018 et se retrouve en 2020 au rang 14410 ème.



DONNEES FINANCIERES DES COMMUNES • SOLVABILITE

11 des 16 communes affichent au compte administratif 2019 un taux d'épargne brute supérieur à 20%

